

# DEMARCHES QUALITE DANS LA FILIERE VIANDE BOVINE : L'EXEMPLE DU LABEL ROUGE « BOEUF DE CHALOSSE »

---

THESE  
pour obtenir le grade de  
DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

DIPLOME D'ETAT

*présentée et soutenue publiquement en 2003  
devant l'Université Paul-Sabatier de Toulouse*

*par*

**Claude, Marie CAZAUBON**  
Née, le 30 mai 1976 à SAINT-SEVER (Landes)

---

Directeur de thèse : M. le Docteur Pierre SANS

---

## JURY

PRESIDENT :  
**M. Henri DABERNAT**

Professeur à l'Université Paul-Sabatier de TOULOUSE

ASSEESSEUR :  
**M. Pierre SANS**  
**M. Gilles MEYER**

Maître de Conférences à l'Ecole Nationale Vétérinaire de TOULOUSE  
Maître de Conférences à l'Ecole Nationale Vétérinaire de TOULOUSE

Partie 3/3

### **TROISIEME PARTIE. UN EXEMPLE DE MISE EN OEUVRE DE LA SEGMENTATION ET DE LA QUALIFICATION SUR LE MARCHE DE LA VIANDE BOVINE : L'ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE**

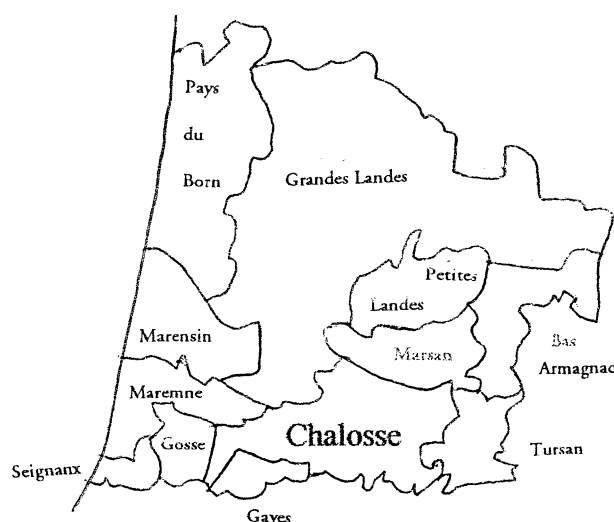
Le département des Landes fut pionnier en matière de politique de qualité des produits alimentaires. C'est en effet le premier département français qui s'est lancé dans la politique de la qualité en donnant naissance au premier label rouge français suite à la création en 1965 du label rouge « Poulet Fermier des Landes ». S'inscrivant dans une dynamique régionale, il a également été précurseur en matière de certification des élevages bovins, avec la création des labels Veau de Lait sous la Mère, Bœuf Blond d'Aquitaine, Bœuf de Bazas et Bœuf de Chalosse. Aujourd'hui, la filière viande bovine départementale se caractérise par la très forte implantation de ces démarches de qualité. Il était donc intéressant, dans le cadre de notre étude de terroir, de s'appuyer sur une de ces démarches départementales. Nous avons choisi l'Association du Bœuf de Chalosse par l'importance qu'elle revêt aussi bien sur les plans économique, culturel... pour la région (11, 85).

#### **1. PRESENTATION DE LA CHALOSSE**

##### **1.1. Données générales**

D'immenses plages de sables fins, l'un des plus grands massifs forestiers d'Europe, tels sont les clichés touristiques couramment véhiculés sur le département des Landes.

Bien que la massif forestier occupe environ les deux tiers du département, celui-ci se constitue en fait de 13 petites régions agricoles distinctes, tant d'un point de vue morphologique que par l'activité économique et agricole qui s'y développe.



Carte 2 : Carte des petites régions agricoles landaises. In : 22.

Occupant la partie sud du département, la Chalosse est un de ces petits pays. Traditionnellement définie comme la zone landaise comprise entre le fleuve Adour au Nord et le Gave de Pau au Sud, la Chalosse se compose plus précisément des cinq cantons d'Amou, d'Hagetmau, de Montfort, de Mugron et de Saint-Sever. Par extension, certains y rajoutent le canton de Pouillon bien que celui-ci fasse figure d'intrus pour d'autres, certains pouillonnais se définissant même comme « Chalossais de Pouillon ». La Chalosse s'est toujours présentée comme une zone fondamentalement agricole pour le département landais. L'altitude varie entre 60 et 234m (point culminant à Lauret), le relief est composé de petites collines parfois accidentées. Cette zone bénéficie en outre de nombreux avantages.

Au niveau climatique, ce territoire est, comme le reste du département, sous l'influence d'un climat océanique tempéré avec une gradation latitudinale qui résulte de la proximité de l'océan. Le climat local qui en découle est très agréable avec une amplitude thermique modérée entre l'hiver et l'été et une pluviosité assez abondante (23). Hormis le fleuve Adour qui la contourne au nord, on y trouve surtout de nombreux petits cours d'eau. L'Adour et quelques uns de ces affluents sont actuellement très fortement utilisés pour l'irrigation.

D'un point de vue géologique, la partie chalossaise est divisée en deux zones qui sont d'ouest en est :

- la Chalosse de Pouillon, d'altitude faible recouverte en partie par le sable des landes
- la Chalosse de Montfort caractérisée par des dépôts de sables fauves
- à ces deux zones peuvent être rajoutées la partie du Tursan, bordant l'est de la Chalosse, dont le sous sol est molassique.

L'histoire géologique de la Chalosse fût marquée par trois grands événements :

- au Secondaire et jusqu'au début du tertiaire, la transgression marine entraîne une puissante sédimentation qui a laissé aujourd'hui des traces sous forme de dépôts crayeux visibles dans quelques affleurements.

- à partir de l'Eocène Supérieur, à la régression marine s'associe le début de l'orogénèse Pyrénéenne. Il en résulte l'émersion progressive de la Chalosse accompagnée de la mise en place de son réseau hydrographique. Des dépôts de sables fauves viennent oblitérer les reliefs existants sur parfois 80m de profondeur.

- au Quaternaire, l'ère glaciaire amène des apports détritiques intenses contenant notamment du limon.

Fruit d'une histoire géomorphologique mouvementée, la Chalosse constitue donc une transition très nette entre le relief plat et détritique des Landes et les reliefs plus complexes des Pyrénées. Aussi, la Chalosse se caractérise aujourd'hui par trois ensembles complémentaires :

- les plateaux qui représentent la moitié de la superficie chalossaise, ils correspondent aux terrasses élaborées successivement par le Gave de Pau
- les collines « plus riantes », qui s'inscrivent entre ces plateaux et qui sont disséquées en une multitude de petites vallées
- les vallées majeures élaborées par les affluents béarnais de l'Adour dont les cours mesurent entre 50 et 100Kms.

Le sol de la Chalosse est actuellement recouvert par un manteau de limon fertile comparable à celui du bassin parisien (23).

Associé à un terrain permettant le développement de diverses cultures, le climat doux et suffisamment pluvieux rendent cette terre propice pour les activités agricoles et notamment pour le système polyculture-élevage. La signification même du nom Chalosse, en patois osse : l'endroit ; chalm : paisible, vient souligner cela (46, 75).

## **1.2. Historique de l'agriculture**

Apparaissant comme une contrée favorisée par la nature, la Chalosse fut peuplée dès la Préhistoire, comme le prouvent de nombreux vestiges historiques dont la célèbre « Dame de Brassempouy » réalisée il y a 22000 ans et considérée aujourd'hui comme l'une des plus anciennes sculptures connues. Plus tard, les Romains vantaient les richesses de ce terroir agricole puisque ceux-ci la nommaient " les jardins de l'Aquitaine". L'agronome britannique Arthur Young citera "*la perfection des assolements autour de Saint- Sever*" dans *Voyages en France* (1792) (92).

Il faut ici noter les particularismes de cette petite région quant au modèle agricole qui s'y est développé. En effet, contrairement aux grandes étendues des Landes voisines propices au développement des cultures céréalières sur de grandes surfaces, l'agriculture chalossaise, s'est orientée vers un système agricole de polyculture et d'élevage marqué par le maintien de

petites exploitations. Ceci s'explique par la pratique du métayage qui fût le modèle d'exploitation dominant jusqu'aux années 1950 en Chalosse. Les contrats établis avec les propriétaires terriens obligeaient les métayers au régime de la polyculture pour honorer de lourdes redevances.

Associé à la polyculture, l'élevage était l'autre moyen pour les métayers de subvenir à leurs besoins. Il consistait le plus souvent à l'élevage de volailles fermières et de palmipèdes pour le gavage ainsi qu'à l'engraissement d'un nombre réduit de porcs (23). L'autre pilier de cet élevage fermier résidait dans la tenue d'un cheptel bovin. En effet, le bétail était l'auxiliaire indispensable à tout métayer à divers titres.

Tout d'abord, le travail des terres lourdes de cette petite région, en particulier les labours, nécessitait des moyens de traction importants : dans ces conditions particulières, les bœufs étaient les mieux adaptés pour remplir cette tâche. Le cheval, partenaire idéal sur d'autres terres agricoles, ne pouvait pas convenir à la Chalosse. Seul l'emploi des bœufs, plus rustiques et plus forts, pouvait permettre la culture des terres.

Ainsi, comme l'indique Rondeau dans *"l'agriculture en Chalosse"*, « En Chalosse, seul ce dernier (le bœuf) était utilisé à cause de sa force, de l'effort lent que demandent les terres argileuses de la région, et aussi parce que le bœuf est rustique, qu'il s'accommode d'une alimentation variée et de seconde qualité ». De plus, la tenue d'un petit cheptel bovin, outre le renouvellement des bœufs de traction, permettait un gain de revenu substantiel pour les métayers. En effet, une fois leur carrière de bête de trait terminée, les bœufs étaient engraisés avec les céréales locales. Enfin, un autre élément déterminant demeure l'emploi du fumier produit par les bovins comme seul fertilisant possible à l'époque (23, 46).

Ainsi, les références historiques dont nous disposons mettent en évidence la place prépondérante de bœuf dans l'agriculture chalossaise depuis le début de 20<sup>ème</sup> siècle.

Preuve de l'importance de l'engraissement local des bœufs, selon les archives départementales des Landes, 1395 mâles castrés de 5 à 7 ans ont été abattus en Chalosse en 1852. Chaque samedi, au début du 20<sup>ème</sup> siècle se tenait un marché de grande renommée à Dax « des bœufs sont vendus dans tout le département, mais aussi à Tarbes, à Bordeaux, voire à Montpellier et à Perpignan ». La société Pédariosse, qui commercialise des bœufs depuis trois générations (et qui fait actuellement partie de l'Association du Bœuf de Chalosse), expédiait à l'époque un wagon de bœuf chaque semaine à Bordeaux (92).

Il faut aussi noter la particularité de la méthode d'engraissement utilisée à l'époque. Le soir, lors des veillées, les bœufs étaient attachés à des mangeoires (les « ristorn ») donnant sur la pièce d'habitation des maisons. Ceci permettait de leur faire avaler des fourrages de médiocre qualité enrichis en céréales sous forme d'épis de maïs grossièrement broyés. Si cette méthode de « gavage » s'est arrêtée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le principe d'engraissement demeure le même aujourd'hui (23).

Utilisé pour sa force de travail et les services qu'ils fournit, il faut aussi souligner que le bétail a représenté pendant longtemps un instrument de domination sociale en Chalosse comme l'indique Séverine Darricau. Ce point se vérifie par l'importance que prenaient à l'époque les nombreux comices et marchés au bétail. « La reconnaissance attribuée aux bêtes rejaillissait sur son propriétaire qui s'élevait alors dans la sphère sociale locale, villageoise voire cantonale » (46).

Les manifestations centrées autour de l'élevage rythment encore aujourd'hui la vie rurale chalossaise. Les fêtes locales s'emparent des animaux qui deviennent les éléments incontournables des réjouissances. En effet, les comices, les concours demeurent toujours un des points forts des festivités, associés aux traditionnelles courses landaises. La médiatisation de ces manifestations par l'ensemble des quotidiens locaux souligne cette place traditionnelle et incontournable de l'élevage dans la société locale. Bien installé dans la majorité des exploitations, l'élevage des bœufs s'affirme donc comme une composante majeure de la polyculture chalossaise et va même au delà puisqu'il conditionne un tissu de relations au sein de la société locale. Cependant, ce modèle agricole va connaître une véritable révolution au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle suite à de nombreux événements. Le principal est évidemment l'apparition de la mécanisation dans les techniques agricoles, le tracteur prenant la place de la bête de somme. D'autre part, l'importation, après la seconde Guerre Mondiale, de semences de maïs hybride vont bouleverser l'agriculture chalossaise. Les variétés locales de maïs roux et blancs sont progressivement remplacées par le « Wisconsin », l'« Iowa » aux rendements bien meilleurs. Plus robuste et plus facilement cultivable que le maïs blanc local, ce maïs va progressivement s'implanter sur toute la région du sud ouest, y trouvant son premier terrain d'élection français ; la Chalosse réunissant par son climat et ses terres un terroir idéal pour sa culture. (1956 : 30 quintaux/Ha ; 1990: 83 quintaux/Ha ; 1999 : 91 quintaux/Ha soit 77% d'augmentation de rendement en 30 ans ) (46, 85).

L'implantation de cette espèce végétale associée aux bouleversements agricoles de cette période, vont profondément changer le profil des exploitations chalossaises en ébranlant le système polyculture - élevage jusqu'alors majoritaire. L'essor général de l'agriculture à cette époque a conduit les jeunes agriculteurs à se tourner vers une réorganisation de leur mode de travail. La majorité d'entre-eux s'est lancée dans une spécialisation de l'élevage au profit, soit de l'élevage de volailles et de palmipèdes, soit de l'élevage bovin. Ainsi, à la fin des années 70, il y a eu rupture du système en place : la monoculture du maïs et les productions avicoles assurent une bonne rentabilité aux exploitations chalossaises qui délaissent alors l'élevage de gros bovins. De plus, les éleveurs de bovins sont encouragés à vendre leurs veaux à l'exportation pour produire des taurillons, ce qui déstabilise fortement la filière. Ainsi, la demande en bœuf devient supérieure à l'offre à tel point qu'en 1988, certains bouchers n'arrivent plus à être approvisionnés en viande de Bœuf de Chalosse (20, 85).

Nous venons de le voir, la maïsiculture en Chalosse a complètement modifié le profil des installations agricoles. Les jeunes agriculteurs ont progressivement délaissé l'élevage bovin jugé difficile et économiquement peu rentable au profit des élevages de volailles et de palmipèdes à foie gras qui, en plus de permettre une très bonne valorisation du maïs sur l'exploitation, véhiculent l'image d'un travail moins pénible avec des bénéfices mieux répartis dans le temps du fait de la rotation rapide des bandes de volailles. De plus, la filière avicole départementale a su rapidement se structurer et adopter une grande diversité de productions ; c'est ainsi qu'est né dans les Landes le premier Label de l'histoire de France : le Poulet Label des Landes en 1965.

Déjà déstabilisé et relégué au rang de production animale secondaire dans le département ces dernières années, l'élevage bovin a dû en plus subir les crises bovines qui se sont succédées à l'échelon national.

### **1.3. Données actuelles sur l'agriculture landaise**

#### ***1.3.1. Présentation générale***

La superficie totale du département avoisine les 935 000 ha. La forêt landaise occupe 632 000 ha et la SAU 222 000 ha.

En 2000, les grandes cultures et le système polyculture-élevage concernent désormais 83% des exploitations départementales et le maïs couvre 70% de la SAU.



Le département compte aujourd'hui 7804 exploitations. Le nombre des exploitations agricoles élevant des herbivores n'est plus que de 20%. Parmi elles, les exploitations élevant des bovins ont diminué de moitié depuis 1988 !

Aujourd'hui encore, la scission nette entre les deux territoires nord et sud du département est accentuée au niveau agricole. Seule un tiers de la surface du département est en SAU et la zone sud des Landes occupe 63% de celle – ci. Le système agricole dominant reste le système polyculture - élevage dont le pilier est le maïs qui occupe 66% de la SAU (3).

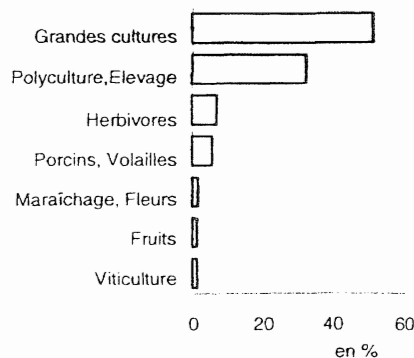
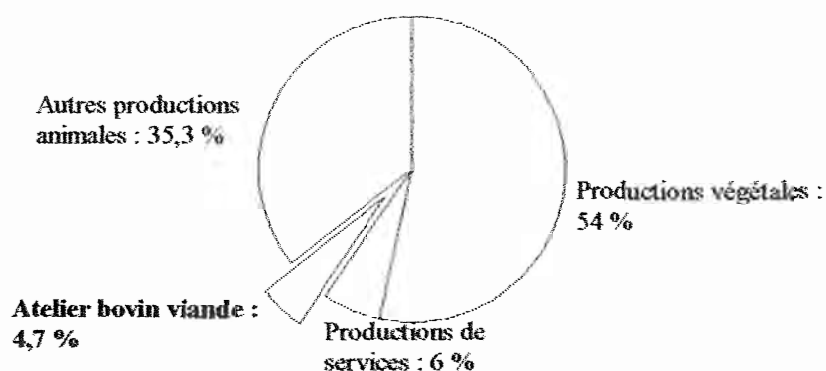


Figure 10 : Les principales productions landaises. In : 6.



Graphique 5 : L'atelier bovin viande dans la production agricole landaise. In : 6.

### 1.3.2. La filière volailles

La filière avicole tout d'abord, occupe une place majeure avec 23 millions de volailles commercialisées en 2000. De plus, elle a fait preuve depuis longtemps d'un grand dynamisme avec la création notamment du premier label français en 1965.

Tableau 7 : **Bilan des productions animales landaises.** In : 3.

<b>Productions</b>	<b>2000 Animaux produits</b>	<b>2000 Production viande</b>	<b>Rang en France en 1999</b>
	<i>Têtes</i>	<i>Tonnes</i>	
<b>Bovins</b>	33 384	7078	68
<b>Porcs charcutiers</b>	133 297	10 860	45
	<i>1000 têtes</i>		
<b>Volailles</b>	41 827	70 809	
<b>Canards gras</b>	6426	32 130	1
<b>Oies grasses</b>	111	671	1
<b>Cheptel</b>	<i>Effectif au 31/12/2000</i>	<i>Production de lait (hL)</i>	
<b>Vaches laitières</b>	13 966	837 966	55
<b>Vaches nourrices</b>	22 408		

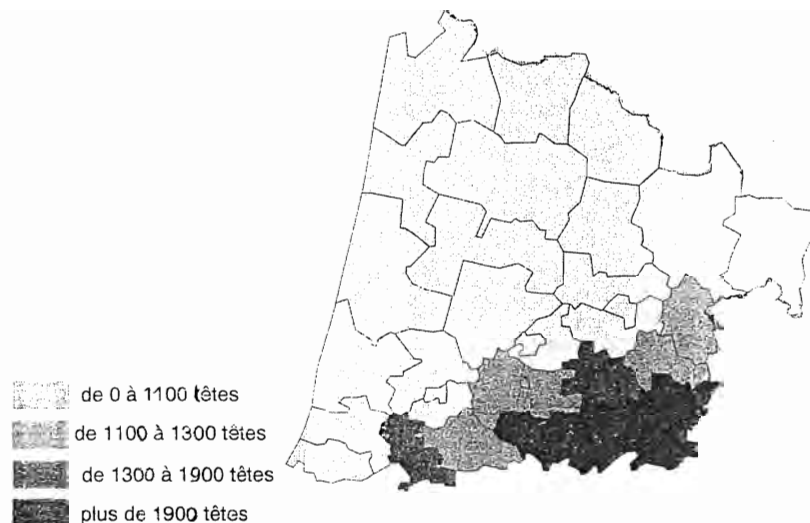
### **Les palmipèdes à foie – gras.**

Le département des Landes est le premier producteur national avec environ 30% de la production française. Les ateliers palmipèdes sont aujourd'hui présents dans une exploitation agricole sur deux et séduisent toujours les jeunes puisque une installation sur trois comporte un atelier de palmipèdes. Au total, le département a produit en 2000 6,5 millions de canards, le mettant au premier rang des producteurs nationaux (102).

#### *1.3.3. La filière viande bovine*

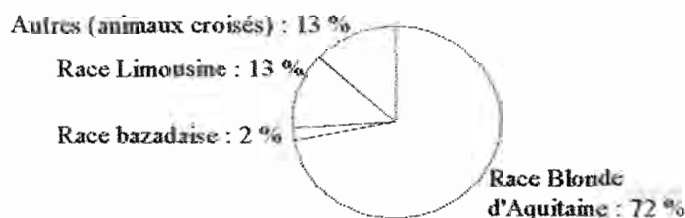
Aujourd'hui encore, l'élevage de bovins viande est présent dans une exploitation landaise sur quatre avec un cheptel total de 22 408 vaches allaitantes (0.6% du cheptel national) qui représente un chiffre d'affaire de 203 millions de francs. En effet, la présence de cet atelier apporte un revenu non négligeable, valorise la production de maïs et maintient la tradition locale. Ainsi, l'élevage bovin reste toujours associé à la maïsiculture et le plus souvent à un autre atelier (palmipèdes gras ou volailles). D'après le recensement général agricole de 2000, sur les 1432 éleveurs landais, 1219 d'entre-eux exercent l'activité bovine à titre secondaire (représentant un cheptel de 20 685 vaches) contre seulement 213 à titre principal (détenant le reste du cheptel, soit 1723 vaches).

Il faut cependant noter que plus de la moitié du cheptel landais stabule dans les fermes chalossaises (46).



Carte 3 : **Localisation départementale de la production bovine.** Recensement agricole 2000.

Le département compte 1432 éleveurs avec des cheptels de 20 mères en moyenne. Compte tenu de la baisse du nombre d'agriculteurs, la taille moyenne des troupeaux a été multipliée par quatre en 30 ans. Le cheptel landais a la particularité d'être constitué par trois races principales : la Blonde d'Aquitaine, la Limousine et la Bazadaise. La Blonde d'Aquitaine est la plus répandue, le département constituant un berceau pour la race :



Graphique 6 : **Constitution du troupeau landais.** In : 6.

Ainsi, les bovins représentent toujours un élément incontournable de l'agriculture et de la vie chalossaise. quelles sont les causes de ce maintien ?

Tout d'abord, l'aspect des parcelles en est une, certains versants et coteaux étant impossibles d'accès aux tracteurs, ils restent destinés à l'herbe. Les bovins s'apparentent également à un capital, une assurance complémentaire disponible en cas d'épreuves difficiles. Enfin, l'aspect traditionnel se veut toujours aussi présent dans l'esprit des Chalossais : les bœufs renvoient au souvenir de l'authentique polyculture élevage ainsi qu'aux occupations des plus âgés (46).

Sociologiquement, l'âge moyen des exploitants agricoles était de 50 ans en 2000 (3).

Il est aussi intéressant de regarder le niveau de formation des agriculteurs dans les Landes. Aujourd'hui, un constat s'impose : les exploitants agricoles ont un niveau de formation de plus en plus élevé. Ainsi, alors que l'effectif des exploitants diminuait de 15%, le nombre de ceux qui ont effectué une scolarité agricole s'est accru de 24% entre 1988 et 2000. De plus, non seulement les jeunes agriculteurs sont de plus en plus nombreux à être formés, mais leur niveau de formation augmente aussi. Les exigences accrues en matière de formation, pour l'obtention d'une Dotation d'installation aux Jeunes agriculteurs( DJA) y contribuent sans doute.

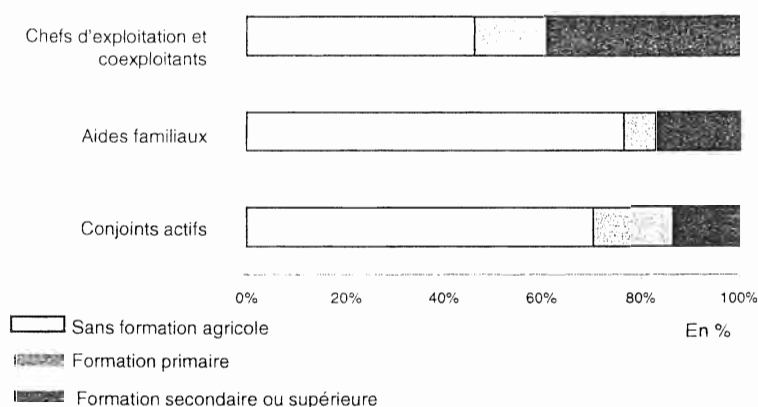


Figure 11 : **Formation des agriculteurs landais.** In : 3.

Enfin, même si l'enseignement secondaire court (CAPA, BEPA) est le plus répandu, il régresse au profit du secondaire long comme le baccalauréat professionnel ou le BTA.

#### *1.3.4. L'implantation des démarches de qualité*

L'agriculture chalossaise se caractérise aussi par l'implantation forte des démarches de qualité. Nous avons déjà parlé du rôle précurseur de la région Aquitaine dans les démarches de qualité. La région est aujourd'hui une région leader française pour les démarches de qualité dans tous les domaines de production alimentaire.

Tout d'abord, dans le secteur des volailles, 10% de la production de palmipèdes est sous IGP avec le label rouge Landes.

Concernant la production bovine, la région Aquitaine comporte 15 à 18% de viandes certifiées contre seulement 2% pour la moyenne nationale (9). Au total, 25% de la production départementale est commercialisée sous signe officiel de qualité et le label rouge Bœuf de Chalosse représente à lui seul la moitié des commercialisations. Les autres labels concernés

sont le label rouge et IGP Bœuf de Bazas, le label Bœuf Blond d'Aquitaine et le label Veau sous la Mère (9).

Pays agricole avant tout, la Chalosse doit sa réussite à la culture du maïs qui y trouva un de ses premiers terrains d'élection français, permettant ainsi l'implantation et le développement de l'élevage bovin et de la filière canard gras. Cependant, cette production départementale a subi elle aussi de plein fouet les conséquences des nombreuses crises qui ont récemment ébranlé le secteur bovin français. Face à un climat d'incertitude face à l'avenir associé à la méfiance des consommateurs, de nombreuses alternatives ont vu le jour pour redonner l'envie au consommateur d'acheter de la viande de bœuf.

## **2. L'ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE**

### **2.1. Présentation de l'Association**

En 1989, à l'initiative d'un petit groupe d'éleveurs et de bouchers, l'Association du Bœuf de Chalosse (association loi 1901) est créée avec deux objectifs principaux :

- encourager les éleveurs locaux à engraisser des bœufs
- promouvoir la viande de Bœuf de Chalosse aux yeux du consommateur.

Sous la direction de Michel Aimé, boucher dacquois, ces passionnés tirent la sonnette d'alarme et essaient de sensibiliser les éleveurs. La fracture née dans les années 70 en Chalosse a conduit une majorité d'éleveurs à abandonner la production de bœuf au profit d'un élevage jugé plus rémunérateur et plus facile : les productions avicoles. Comme le souligne Mr Aimé, les producteurs se tournant vers le canard, il ne restait plus qu'une cinquantaine de producteurs de bœuf sur tout le département dans les années 80 (32).

Ainsi, l'Association présidée par Mr Roland Ducasse se présente comme un groupement d'éleveurs qui « s'unissent dans le but de perpétuer la tradition d'un produit qui a toujours existé dans notre région ». S'appuyant directement sur l'identité chalossaise, la dénomination « Bœuf de Chalosse » s'inscrit dans une dimension aussi bien économique que culturelle ou territoriale (46).

L'enjeu économique s'articule sur la nécessité d'assurer l'approvisionnement des boucheries traditionnelles locales, mais aussi de développer un élevage de produits haut de gamme qui

serait un complément économique de l'activité agricole locale. Or, cette production à cycle long (il faut minimum trois ans pour engraisser un bœuf) pose des problèmes lors de l'installation des jeunes agriculteurs, la mise de fond de départ étant importante pour des bénéfices tardifs. L'association incite ces nouveaux producteurs à voir dans cette production une réponse rémunératrice s'associant très bien aux exigences des consommateurs en matière de viande bovine.

Dans le but de concrétiser les démarches entreprises par l'association, le groupement du Bœuf de Chalosse obtient fin 1991 l'obtention du Label Rouge : Bœuf de Chalosse n° 18-91. Suite à l'obtention du Label Rouge, l'association a poursuivi sa démarche en demandant que le Bœuf de Chalosse, produit intimement lié à l'histoire et aux traditions locales, puisse bénéficier d'une Indication Géographique Protégée qu'elle obtient en 1996.

De plus, le 16 décembre 2002 a été créée l'Association Bovine 40 (AB 40) qui est une association de producteurs à but non commercial, également présidée par Roland Ducasse.

Ainsi, l'association du Bœuf de Chalosse s'est vue scindée en deux structures distinctes :

- l'AB 40 chargée de l'organisation de la production bovine sur le département des Landes
- l'association du Bœuf de Chalosse reconnue comme groupement qualité et qui sera chargée d'assurer la gestion du label rouge Bœuf de Chalosse.

L'AB 40 comprend deux collèges : celui des éleveurs au nombre de 358 et celui des acheteurs avec 39 membres. Deux filières coexistent au sein de cette association : la filière Bœuf de Chalosse et la filière label rouge veau sous la mère. Tous les éleveurs adhérents s'engagent à livrer leur production au collège des acheteurs. En outre, AB 40 assure les contrôles et la qualification des élevages du Bœuf de Chalosse. Cette scission au sein de l'association a été rendue obligatoire par la dernière loi d'orientation agricole (22, 37, 38).

Le siège social de l'association du Bœuf de Chalosse se trouve à Lourquen. Aujourd'hui, l'association emploie deux salariés à plein temps (une secrétaire et un technicien), ainsi qu'un salarié employé en CDD pour la réalisation de la qualification des élevages.

Le conseil d'administration se compose de 16 membres répartis comme suit :

- 11 éleveurs
- 3 bouchers
- 1 négociant en bestiaux
- 1 représentant des abatteurs/grossistes.

Pour résumer la philosophie de l'association, son travail peut se conjuguer à toutes les personnes, comme le souligne Roland Ducasse :

- je : car le bœuf de Chalosse est avant tout le résultat du savoir-faire de quelques éleveurs passionnés
- tu : car ici ou là un autre éleveur a lui aussi gardé la passion du métier et du goût de la qualité
- il : car le bœuf de Chalosse a supposé l'union de tous les intervenant d'une filière, tâche des plus difficiles
- nous : car l'association a bénéficié de l'appui des autorités départementales avec notamment le site Internet
- vous : comme le souligne Mr Ducasse « cette manifestation est l'occasion de faire découvrir nos savoir-faire, nous avons besoin de vous pour le faire savoir » c'est à dire les Chalossais et les Landais eux mêmes
- ils : qui sont évidemment les consommateurs ne connaissant pas la Chalosse et ses particularismes. Alertés par les récentes crises alimentaires, ceux-ci s'intéressent de plus en plus aux modes d'élevage traditionnels. L'acte d'achat n'étant pas neutre sur beaucoup de points, selon ce que l'on consomme, on rémunère un type d'agriculture ou un autre (99).

## **2.2. Communication auprès du public**

La communication et l'information des consommateurs a été dès le départ un des piliers de travail de l'association. Cette communication repose sur la mise en avant du savoir-faire traditionnel local lié à un terroir particulier rendant le produit « Bœuf de Chalosse » inimitable.

Les brochures à destination du grand public appuient cette idée : « aussi favorables que soient les conditions naturelles, la Chalosse n'existerait pas, si un petit nombre de paysans n'y

vivaient en respectant les valeurs ancestrales sans rien ignorer de la modernité. Courageux dans leur travail de tous les jours, les Chalossais perpétuent aussi une passion pour leur terroir qui remonte à des millénaires ».



Figure 12 : **Logo de l'association du Bœuf de Chalosse.** Source : Association du Bœuf de Chalosse. 2002.

« Fierté de ces habitants dont l'attachement au pays est viscéral, le Bœuf de Chalosse est élevé dans les règles de l'art. Celles où l'animal prend le temps de grandir et de se développer à son rythme. Un rythme que maintiennent de manière immuable les paysans de Chalosse ».

Outre ces brochures publicitaires, l'association communique régulièrement au travers des quotidiens locaux comme le journal Sud Ouest sur l'ensemble de ses activités.

L'association communique aussi au travers d'Internet, notamment par le biais d'un site départemental destiné à promouvoir les productions locales de qualité : [qualite-landes.com](http://qualite-landes.com). Lancée le 1<sup>er</sup> septembre 2001, Qualité Landes est une association regroupant, outre ces deux éléments fondateurs (la Chambre d'Agriculture et le Conseil Général des Landes), les 8 groupements qualité de produits agricoles landais sous signe d'origine (dont l'Association du Bœuf de Chalosse) ; ainsi que des institutions départementales (Chambre des Métiers, Chambre de Commerce et d'Industrie) et des membres associés. Compte tenu de la multiplicité des produits agricoles sous signes officiels de qualité dans le département, la Chambre d'Agriculture et le Conseil Général ont voulu fédérer ces diverses initiatives dans une logique de cohérence. « Qualité Landes » a ainsi pour objet la promotion collective et l'accompagnement des démarches agricoles de qualité et d'origine ainsi que la mise en commun des compétences, des moyens techniques et humains des membres adhérents (10).

Au cours de l'année 2001, l'association a participé à diverses foires et expositions nationales et départementales telles que : le Salon de l'Agriculture de Paris, la Foire de Bordeaux, le week-end Terroirs Landais sur la côte landaise, le festival des Festivolailles de Saint Sever



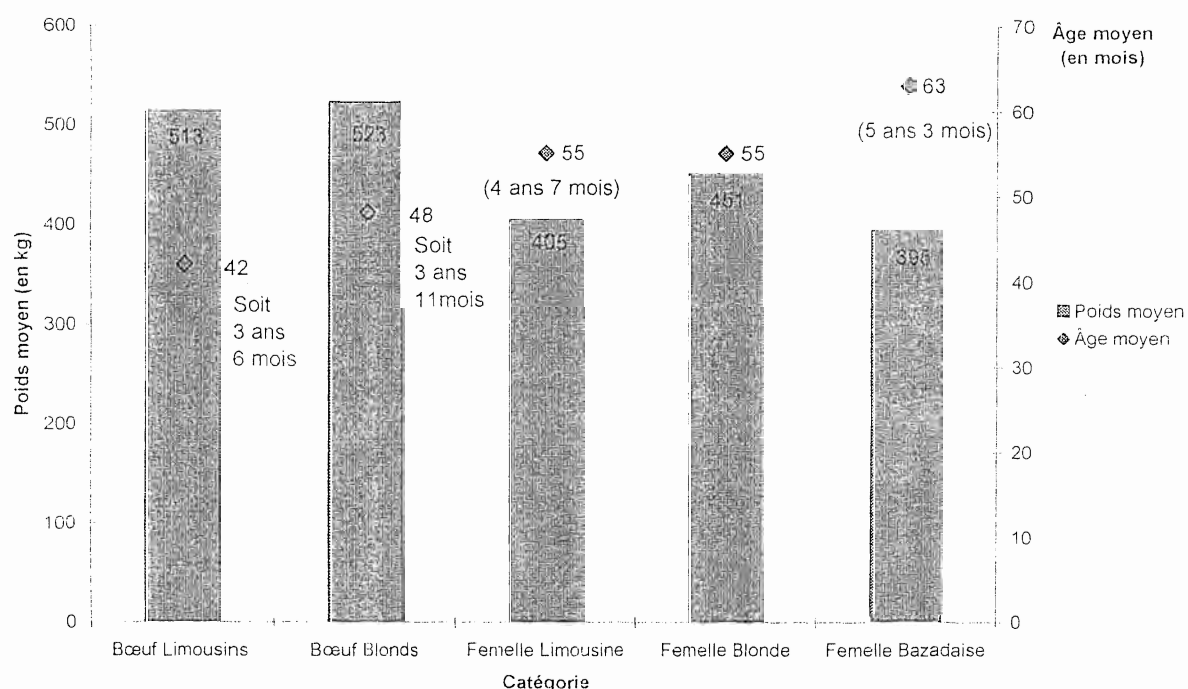
etc...De plus, l'association a exposé des bœufs gras aux professionnels et au public lors de diverses manifestations comme « Elevage et Terroirs Landais à Villeneuve de Marsan », les fêtes de Dax, ou le « Mardis Gras » de Bayonne.

Enfin, l'Association a créé une fête locale en l'honneur des plus beaux animaux du label : le Trophée du Bœuf de Chalosse qui se déroule chaque année à l'occasion des fêtes de Montfort. Organisé en parallèle du traditionnel comice cantonal, cette manifestation permet aux éleveurs de l'association de présenter le fruit de leur travail, non seulement aux professionnels locaux, mais aussi au grand public. Elle permet, de plus, de décerner des trophées aux éleveurs les plus méritant, encourageant ainsi le travail haut de gamme. Cet événement annuel connaît toujours un incroyable succès. La matinée se termine par un repas permettant de déguster diverses spécialités locales à base de bœuf (22, 33, 99).

### 2.3. Cahier des charges du Bœuf de Chalosse

Le bœuf de Chalosse tient son particularisme de trois caractéristiques majeures :

- il est issu des races à viande présentes dans la région reconnues pour leurs qualités gustatives
- il s'agit d'un animal lourd, abattu après une longue période d'engraissement (les mâles font en moyenne 550kg de carcasse et sont engraisés pendant 8 à 10 mois)
- il est nourri avec la production fourragère locale de maïs et de foin



Graphique 7 : Age et poids moyen à l'abattage des animaux entrant dans le label. In : 22.

L'élevage est de type traditionnel, basé sur une croissance lente des animaux ; ainsi, la croissance du sevrage à l'engraissement ne représente que 500 à 700 g par jour en moyenne. Les veaux têtent leur mère jusqu'au sevrage puis les animaux reçoivent une alimentation équilibrée composée de fourrages et de céréales. La période de finition (allant de 8 à 12 mois) doit être particulièrement suivie, l'animal est fini avec des fourrages de l'exploitation, ceux-ci sont complétés avec une grande part de maïs grain sec, distribué en farine. Cette période essentielle est d'autant plus longue que les animaux sont de type génétique « tardif » comme les Blondes d'Aquitaine.

Les conditions d'élevage, de transport et d'attente en bouverie sont maîtrisées de façon à éviter tout stress aux animaux.

Les éleveurs doivent être qualifiés et les engraisseurs habilités par l'organisme certificateur. De plus, ils doivent être signataires d'un contrat avec le groupement qualité ou autre opérateur mandaté par l'opérateur.

### *2.3.1. Origine génétique des animaux*

Les animaux entrant dans le cadre du Label Bœuf de Chalosse sont des races à viande déjà implantées sur la Chalosse : la Bazadaise, la Blonde d'Aquitaine et la Limousine ainsi que leurs produits de croisement ; ceci dans le but de maintenir la tradition locale d'élevage. Il faut cependant noter que les proportions de viande commercialisées sous le label ne sont pas équivalentes entre ces trois types raciaux. La Blonde d'Aquitaine représente le plus grand nombre d'animaux. Cette tendance s'explique naturellement par la différence d'implantation entre les trois races sur le département.

### *2.3.2. Type d'animal entrant dans le label*

L'obtention du Bœuf de Chalosse n'intéresse que trois catégories d'animaux :

- les mâles castrés avant l'âge d'un an
- les génisses
- les vaches de moins de neuf ans.

Les mâles entiers sont exclus du cahier des charges.

L'âge minimum d'abattage est de :

- 30 mois pour les génisses et les vaches
- 32 mois pour les bœufs.

L'âge maximum d'abattage est de neuf an.

Un bovin peut faire l'objet d'une transaction entre éleveurs qualifiés ou habilités, mais le dernier détenteur doit garder l'animal au minimum quatre mois sur son exploitation.

Il ne peut y avoir plus de deux changements d'exploitation pour un même animal de sa naissance à son abattage, non compris l'achat par l'abatteur. (Ex : un naisseur, un éleveur puis un engraisseur).

### *2.3.3. Caractéristiques des carcasses*

Les viandes commercialisées par l'Association sont issues de carcasses répondant aux critères suivants :

- Poids minimum de :

300 Kg pour les génisses

320 Kg pour les vaches

350 Kg pour les mâles castrés

- Les carcasses sont ensuite sélectionnées selon les conformations E, U ou R définies par la grille EUROP et selon leur état d'engraissement : 2, 3 ou 4.

Le pH des carcasses doit être inférieur à 6, 24 heures après l'abattage.

Une fois ressuyée, la viande ne peut-être vendue qu'après un délai de maturation ( délai entre le jour d'abattage et la vente au consommateur final ) minimum de :

*pour une présentation en demi – carcasses ou demi – quartiers*

10 jours pour les pièces à griller ou à rôtir, exception faite de la hampe, du filet et de l'onglet qui n'ont pas de délai

4 jours pour les pièces à bouillir ou à braiser

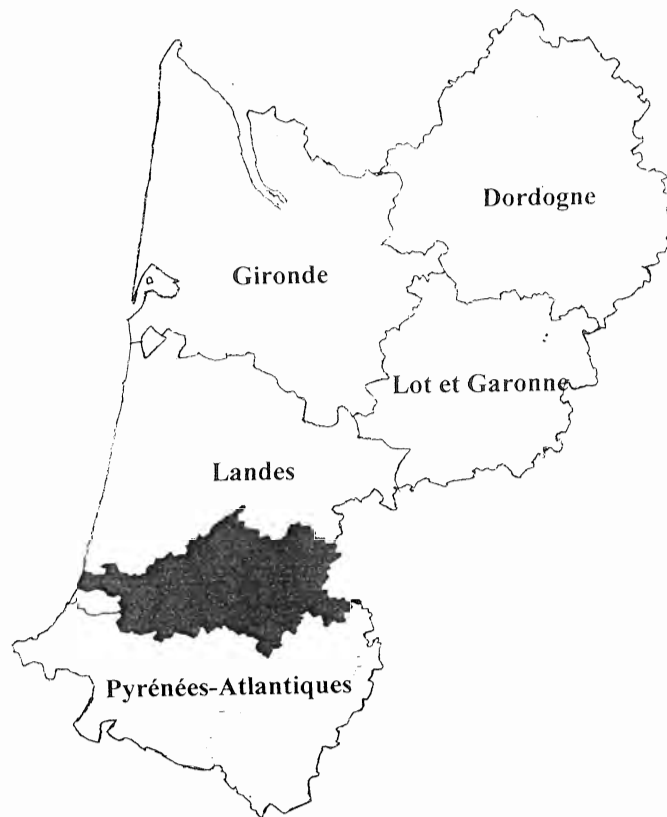
*pour une présentation sous vide*

13 jours pour les pièces à griller ou à rôtir, exception faite de la hampe, du filet et de l'onglet qui n'ont pas de délai

4 jours pour les pièces à bouillir ou à braiser.

#### 2.3.4. Lieu de production

L'aire géographique de production correspond à la région du sud de l'Aquitaine comprise entre le Gave de Pau et l'Adour, limitée aux département de Landes et étendue aux cantons limitrophes des Pyrénées Atlantiques (IGP, règlement 1107/96 : JOCE du 21/06/96).



Carte 4 : **Zone IGP du Bœuf de Chalosse.** In : 20.

L'animal peut faire l'objet d'une cession physique entre un éleveur naisseur et un éleveur à condition que cette cession soit directe ou effectuée par un intermédiaire apte à assurer la traçabilité. Exceptionnellement, la vente d'un veau peut se faire avant le sevrage, soit dans le cas d'une vente de veau avec sa mère, soit dans le cas d'une naissance surnuméraire (veau orphelin, veau gémellaire) (21).

### 2.3.5. Plan de contrôle du cahier des charges

La fréquence des contrôles, à chaque maillon de la filière, est présentée dans le tableau suivant

Tableau 8 : **Fréquence de contrôle du Bœuf de Chalosse.** In : 23.

NIVEAU D'INTERVENTION	FREQUENCE DE CONTROLE
Eleveur	2 visites inopinées par an et par éleveur
Engraissement	1 visite inopinée par lot d'engraissement
Abattoir-Expéditeur-Découpe	10 contrôles inopinés par an et par abattoir
Sélection des carcasses	Contrôle permanent
Grossiste	1 contrôle inopiné par an
Boucherie	1 visite la première année 50% des points de vente par an
Tests organoleptiques	1 test par an

### 2.4. Evolution de l'association et résultats économiques

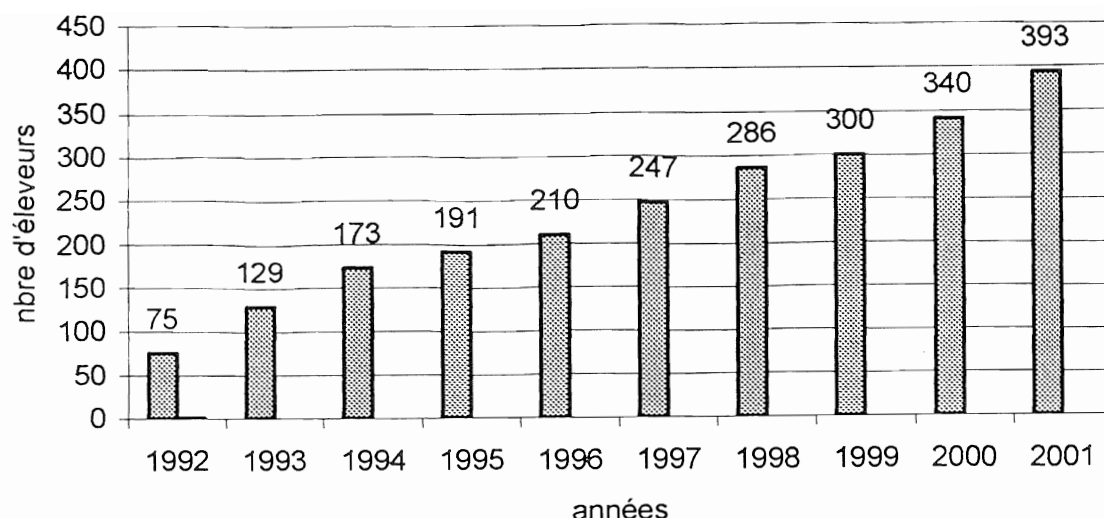
Fin 1993, l'association regroupe déjà 162 adhérents répartis en trois collèges :

- collège des éleveurs au nombre de 122 à l'époque
- collège des grossistes avec S.A Aimé et les Ets Pédariosse à Dax
- collège des distributeurs regroupant 38 bouchers détaillants répartis sur tout le territoire national.

En 1999, suite à la première crise de la vache folle, l'association a su résister aux conséquences économiques et développer son aire de production :

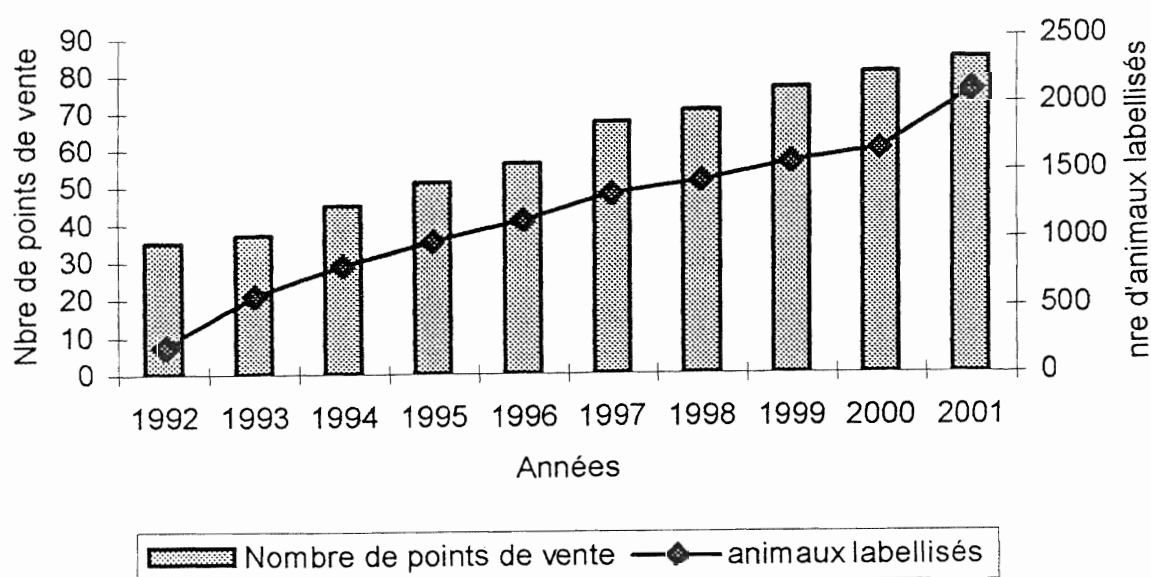
- elle compte désormais 300 éleveurs
- 4 grossistes
- et 74 bouchers détaillants se sont engagés dans la commercialisation exclusive du Bœuf de Chalosse et situés dans le Sud Ouest, la région parisienne, la Côte d'Azur et la Corse.

Depuis l'obtention du label rouge, le nombre d'éleveurs a ainsi été multiplié par 5 et représente aujourd'hui 22% des éleveurs bovins viande du département.



Graphique 8 : Evolution du nombre d'éleveurs adhérents au Bœuf de Chalosse. In : 22.

Le nombre de points de vente a été multiplié par 2,5 depuis 1992 et un point de vente sur quatre se situe aujourd'hui hors de la région Aquitaine (en région parisienne et dans le PACA). De plus, 72% des points de vente ont augmenté leur tonnage de 12% en moyenne entre 2000 et 2001 (5, 101).



Graphique 9 : Evolution du marché et du nombre de points de vente. In : 22.

Le nombre de carcasses labellisées a augmenté de 10% par an en moyenne depuis la création du label rouge et le taux de labellisation est supérieur à 85%. Tous les animaux labellissables

(race, sexe, âge, etc... en conformité avec le cahier des charges) ne vont pas être labellisés, ceci pour des raisons économiques ou conjoncturelles. Par exemple, il est possible que la carcasse d'un animal labellisable soit achetée par un boucher ne commercialisant que les trains arrière de carcasse. Seuls ces morceaux entrent alors dans la filière label rouge : les trains avant entrant dans une autre filière. Ceci permet de déterminer le taux de labellisation.

En 1999, 1561 animaux ont été commercialisés dont 748 bœufs et 815 femelles pour un tonnage de 603 tonnes.

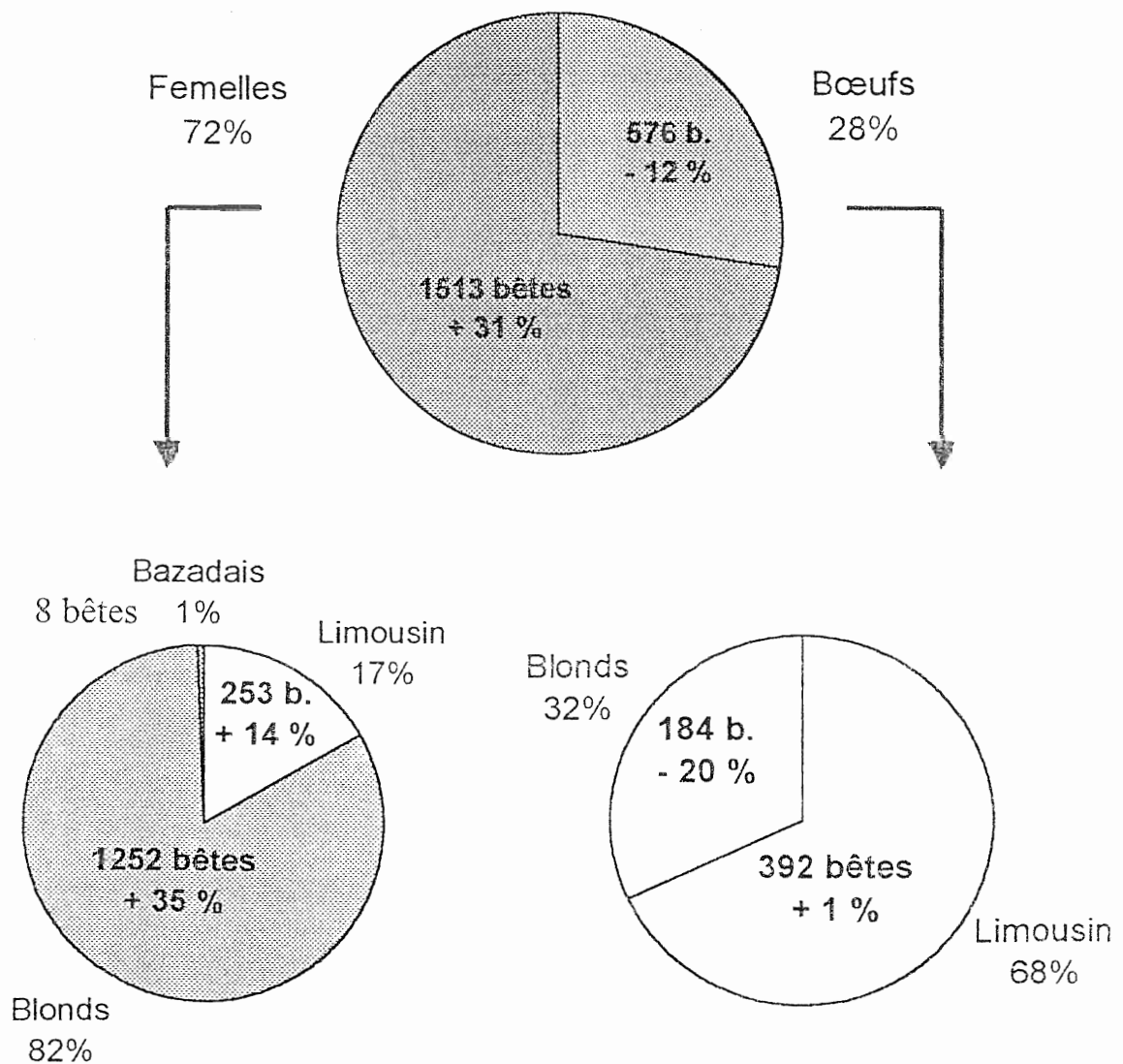
En 2000, 1656 animaux ont été commercialisés dont 614 bœufs et 1042 femelles.

En 2001, 2089 carcasses ont été labellisées pour 2350 carcasses labellisables et un total de 792 tonnes commercialisées ; ce qui représente un peu plus de 7 carcasses par éleveur. D'une façon générale, 2/3 des animaux commercialisés sont des femelles (Figure 13). Ceci s'explique par les caractéristiques de la demande du marché. En effet, malgré le fait que la viande de bœuf soit réputée pour avoir meilleur goût, les bouchers détaillants préfèrent travailler avec les carcasses des femelles qui sont plus légères et requièrent une durée de maturation moindre. De plus, les éleveurs eux-même choisissent d'élever des femelles plutôt que des mâles car leur élevage est jugé plus facile mais aussi plus rentable (une vache peut entrer dans le label après avoir fourni plusieurs produits commercialisés eux-mêmes) (27, 37, 101).

Niche de marché, le Bœuf de Chalosse l'est assurément. La commercialisation de la production par les seules boucheries traditionnelles d'une part, l'obtention de l'IGP d'autre part, contribuent à limiter les perspectives de développement de l'association. Mais ces deux limitations représentent aussi un atout commercial indéniable pour la filière. En effet, les boucheries traditionnelles assurent la vente du produit par des professionnels qui peuvent communiquer sur les atouts du produit proposé. De plus, l'indication géographique protégée garantit le consommateur contre un détournement de notoriété du produit.

Engagée dans une démarche label rouge, l'association a dû mettre en place la qualification de tous ses éleveurs pour pouvoir continuer à vendre ses produits dans le cadre d'une filière certifiée. Ce nouvel outil a pour but, comme la charte, de ré-assurer les consommateurs sur les modes de production en élevage. Cependant, contrairement à la charte qui vise la masse des élevages français quelque soient leurs productions, la qualification intéresse plus particulièrement les élevages engagés dans des démarches certifiées. Après l'avoir présenté, nous étudierons plus précisément sa mise en œuvre au sein de l'association.

### Répartition de la production par sexe



### Répartition de la production par race

Figure 13 : Répartition de la production par sexe et par race en 2000/2001. In : 22.



### 3. ETUDE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA QUALIFICATION A L'ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE

#### 3.1. Présentation

En 1997, la Commission Nationale des Labels et de la Certification émet deux exigences importantes relatives à la viande bovine certifiée :

- tous les cahiers des charges de certification de produit concernant la viande bovine fraîche non transformée doivent désormais inclure des caractéristiques relatives à l'élevage
- tous les éleveurs qui fournissent des animaux entrant dans ces filières doivent être qualifiés, au même titre que tout opérateur de ces filières doit être habilité par l'organisme certificateur chargé de contrôler l'application du cahier des charges.

#### 3.2. Définition de la qualification

Selon la Commission nationale des Labels et de la Certification (CNLC), « *il s'agit de la reconnaissance par une personne du groupement qualité ou d'une structure relais, habilitée par l'organisme certificateur, selon une procédure reconnue par ce dernier, de l'aptitude de l'exploitant agricole à satisfaire aux exigences du cahier des charges le concernant et de son engagement à l'appliquer* ».

Le but de cette démarche est d'harmoniser et de rationaliser les procédures et outils des différentes marques de qualité. Pour les éleveurs, cela permettra une égalité de traitement entre tous ceux qui s'investissent dans une démarche de qualité, quelle qu'elle soit.

La qualification repose sur cinq grands domaines de travail, inspirés par les attentes des consommateurs :

- **l'identification des bovins**, qui doit être conforme à la réglementation
  - **la conduite sanitaire du troupeau** qui doit être conforme à la réglementation en vigueur et maintenue conforme par le travail de l'éleveur et des vétérinaires. De plus, l'éleveur doit utiliser un **carnet sanitaire d'élevage** dans lequel seront inscrits tous les traitements effectués par lui-même ou par le vétérinaire. Toutes les ordonnances associées doivent être classées dans un ordonnancier joint au carnet.
- Les médicaments doivent être stockés dans un lieu adéquat et fermé.

- **L'alimentation des bovins** doit être conforme à la procédure de certification que suit l'éleveur. Les achats d'aliments composés ne doivent être faits que chez un fabricant référencé par l'organisme chargé de la qualification de l'élevage.
- **Le bien-être animal** qui doit être conforme à la réglementation.
- **Le respect de l'environnement** par la mise en application du programme national de maîtrise des pollutions d'origine agricole (P.M.P.O.A), et par des dispositions particulières relatives notamment aux voies d'accès à l'élevage et à l'absence d'effluents en provenance des élevages.

Elle a été rendue obligatoire depuis juillet 2000 par les Pouvoirs Publics pour les éleveurs qui approvisionnent les filières de viande certifiée. Autrement dit, les filières concernées comme le Bœuf de Chalosse ont eu jusqu'au 30 juin 2000 pour qualifier leurs éleveurs.

Après cette date, toute commercialisation sous signe officiel de qualité ne peut se faire que si l'élevage est préalablement qualifié. Ce challenge est d'autant plus important pour les éleveurs car il y va de la possibilité ou non qu'ont désormais les consommateurs de disposer d'un étiquetage de la viande bovine, concernant les conditions d'élevage des animaux. En effet, le dispositif français concernant l'étiquetage de la viande bovine (règlement CEE 820/97) prévoit explicitement que toute information portée à la connaissance du consommateur par étiquetage et relative à l'alimentation d'un animal ou à son mode d'élevage ne peut désormais passer que par la certification (2, 9, 67).

La qualification et la charte d'une part, les démarches officielles de qualité d'autre part, les premières tournées vers les conditions de production, les autres vers le produit, se veulent complémentaires.

De plus, elles présentent des points communs :

- le volontariat des éleveurs
- le respect par l'éleveur de tous les aspects réglementaires relatifs à son domaine d'activité
- le contrôle, réalisé par un tiers, du respect des engagements pris par l'éleveur.

### 3.3. Fonctionnement

Comment adhérer ?

L'éleveur adhère déjà à une Organisation de Producteurs (O.P) comme le Bœuf de Chalosse

—> Il est engagé dans une démarche de qualité



Le technicien habilité vient sur l'exploitation pour réaliser un diagnostic de qualification. Un questionnaire et un examen approfondi des lieux permettent à l'agent de vérifier s'il respecte ou est en mesure de respecter, point par point, la partie du cahier des charges le concernant. Une fois rempli, ce questionnaire est aussi le support du compte-rendu de diagnostic.



L'O.P. ou le technicien transmet le compte-rendu de diagnostic signé par l'éleveur à l'organisme de qualification.



L'organisme de qualification ou le groupement qualité émet les conclusions :

- ° **Eleveur qualifié** s'il respecte le cahier des charges
- ° **Qualification différée** si un ou quelques points ne sont pas satisfaits mais que l'éleveur peut y remédier dans un délai fixé avec l'agent. La qualification sera alors acquise au terme de ce délai, après contrôle réalisé par l'agent.
- ° **Non qualification** lorsque un ou plusieurs points du cahier des charges ne peuvent pas être respectés à brève échéance.



Figure 13 : **La procédure de qualification.** In : 67.

Concrètement, l'organisme chargé de la qualification peut-être un groupement de producteurs, une association d'éleveurs, un EDE, un Syndicat de Contrôle des Performances ou un GDS.

Dans le cas de l'association du Bœuf de Chalosse, il s'agit de l'association elle-même.

Comme pour la charte des bonnes pratiques d'élevage, le département des Landes a choisi de subventionner les éleveurs pour leur qualification : il s'agit d'une aide de 8 Euros par vache versée à l'élevage annuellement durant les deux premières années. Le montant minimum par élevage est de 80 Euros et maximum de 200 Euros (280 pour les élevages comprenant au moins deux chefs d'exploitation) (19).

Après qualification de l'élevage, les contrôles réalisés par l'organisme certificateur pour certifier le produit (label rouge), sont ensuite effectués dans les proportions suivantes :

- **si le nombre d'élevages est inférieur à 100** : 10% des éleveurs sont contrôlés par an ;
- **si le nombre d'élevages est compris entre 100 et 500** : 6% des éleveurs sont contrôlés par an ;
- **si le nombre d'élevages est supérieur à 500** : 3% des élevages sont contrôlés par an.

### 3.4. Etude de terrain

#### 3.4.1. Présentation de l'étude

Cette étude est basée sur les résultats fournis par l'ensemble des visites et contre visites de qualification réalisées à l'Association dans la période 2001/2002 ainsi que les résultats des contrôles effectués par l'organisme certificateur Qualisud sur la même période pour l'association et les autres labels bovins viande régionaux dont il a la charge.

#### 3.4.2. Résultats des visites effectuées par l'Association du Bœuf de Chalosse

Ces résultats sont issus des visites des 297 élevages adhérant à l'association.

Le premier tableau récapitule le nombre d'élevages présentant une non conformité pour la qualification sur l'ensemble de ceux visités.

Tableau 9 : Récapitulatif des élevages présentant ou non une non conformité lors de la visite de qualification.

Caractéristiques des élevages	Nombre d'élevages	% sur la totalité des élevages
Non conformité observée	289	97.30
Pas de non conformité	8	2.70
Total	297	100

**Non conformité observée** : Elevage présentant au moins une non conformité lors de la visite de qualification, nécessitant une contre visite annuelle.

**Pas de non conformité** : Elevage présentant aucune non conformité lors de la visite de qualification.

Sur les 297 élevages visités par le technicien de l'association, 97.3% présentait au moins une non conformité, nécessitant une contre visite annuelle avant la qualification. Cette proportion très importante confirme l'état des lieux qu'avaient dressé les professionnels de l'élevage en créant la Charte. Au niveau départemental, ce résultat rejoint aussi les résultats issus des visites des techniciens de la Chambre d'Agriculture pour l'adhésion à la Charte. Il faut cependant rappeler que la moitié des adhérents Landais à la charte sont aussi adhérents à l'association du Bœuf de Chalosse.

La majorité des élevages bovins ne respectaient donc pas correctement les réglementations essentielles en matière de conduite d'élevage. Il est important de noter que, dans la majorité des cas, ce non respect était dû à la méconnaissance du dispositif réglementaire auquel est

soumis tout élevage. La majorité des éleveurs ne savait pas par exemple, qu'ils ont obligation de conserver des documents tels que les ordonnances.

Il est intéressant de regarder sur quel point particulier abordé par la procédure de qualification, ou même la charte des bonnes pratiques d'élevage (alimentation, bien-être animal...), les non conformités se situent.

Le tableau 10 nous donne tout d'abord un aperçu de la quantité de non conformités trouvées lors de la première visite du technicien.

**Tableau 10 : Total des non conformités lors de la visite du technicien.**

Caractéristiques des élevages	Nombre de cas	% sur la totalité des non conformités
<b>Non conformité observée</b>	504	98.4
<b>Pas de non conformité</b>	8	1.6
<b>Total</b>	<b>512</b>	<b>100</b>

Lors des 297 visites d'élevage, le technicien a répertorié un total de 512 non conformités dans les 289 élevages concernés.

Le tableau 11 détaille les non conformités relevées par le technicien.

**Tableau 11 : Détail des non conformités relevées par le technicien.**

Non conformité observée	Nombre de cas	% sur la totalité des non conformités
Ordonnances	197	39.1
Traitements vétérinaires	254	50.4
Pharmacie	4	0.8
Aliment	11	2.2
Date entrée des animaux	6	1.2
Unité Gros Bétail (UGB)	24	4.7
Nettoyage annuel	3	0.6
Castration	3	0.6
Changement de propriétaire	2	0.4
<b>Total de non conformités</b>	<b>504</b>	<b>100</b>

**Ordonnances** : cette rubrique comprend les non conformités relatives soit à la non conservation des ordonnances, ou au fait que les ordonnances soient incomplètes (1 ordonnance ne présentant pas d'identification exacte des animaux traités). Ceci peut provenir aussi du fait que l'éleveur ne classe pas ou ne note pas les ordonnances dans le classeur d'élevage.

**Traitements vétérinaires** : il s'agit des non conformités relatives à tous les traitements sanitaires effectués sur les animaux. Le plus souvent, l'éleveur oublie de noter les interventions sanitaires sur le classeur d'élevage.

**Pharmacie** : il s'agit de 3 élevages ne possédant pas, lors de la visite de qualification, un lieu de rangement approprié pour les médicaments vétérinaires. Le quatrième cas correspond à un élevage dont la pharmacie contenait des médicaments périmés.

**Aliment** : cette rubrique comprend les non conformités relatives au fait que l'aliment utilisé n'était pas référencé ou que l'éleveur n'a pas conservé les étiquettes de l'aliment utilisé.

**Date entrée des animaux** : correspond à une conformité dans la durée de séjour des animaux dans la zone IGP.

**UGB** : cette rubrique correspond à des élevages dont le chargement à l'hectare n'est pas conforme et nécessite une dérogation.

**Nettoyage annuel** : il s'agit de 3 élevages qui ne réalisaient pas un nettoyage annuel des étables.

**Castration** : élevages présentant des animaux castrés après la limite des douze mois.

**Changement de propriétaire** : deux élevages présentant des animaux ayant changé quatre fois de propriétaire.

Si l'on regroupe les trois premières rubriques, correspondant au volet sanitaire de l'élevage, on constate donc que 90.3% des non conformités y sont regroupées. La plus importante d'entre elle concerne les problèmes relatifs à la non conservation des ordonnances, en majorité, dans la mesure où l'éleveur en a reçu une lors de la visite du vétérinaire.

Quand c'est le cas, il s'avère que la majorité des éleveurs ne prennent pas conscience de la nécessité de conserver ce papier, ne serait-ce que le temps minimal du délai d'attente des produits utilisés.

Enfin, seulement trois élevages visités ne présentaient pas de lieu de rangement approprié des médicaments, ce qui paraît peu.

Conformément au cahier des charges, le facteur densité doit être au maximum de 6 UGB par hectare de surface fourragère principale pour les engraisseurs spécialisés effectuant la finition des animaux. Ce deuxième point représentait la deuxième cause de non conformité pour les premières visites réalisées en élevage. Ceci est d'autant plus problématique que la réforme de la notice technique des labels et de l'indication géographique protégée, qui a pour but une mise en conformité au niveau national, prévoit une limitation du chargement à l'hectare de surface fourragère principale de 2 UGB seulement. Même si l'octroi de dérogations pourra

être envisager dans certains cas, une remise en question est à prévoir concernant ce point précis (21, 37).

Enfin, le temps de séjour des animaux dans la zone IGP « Chalosse », même s'il ne représentait que 1,2% des non conformités rencontrés par le technicien lors des premières visites en élevage, pourra être la source de problèmes futurs. En effet, jusqu'à présent, les animaux devaient séjourner au moins six mois dans la zone de production dont quatre mois dans l'exploitation chargée de la finition. Désormais, conformément à la réforme de la notice technique, seuls les animaux nés, élevés et engraisés dans la zone IGP pourront bénéficier de la dénomination « Chalosse ». En outre, à partir du 31 décembre 2004, tout animal né après le 1<sup>er</sup> juillet 2002 devra provenir d'un élevage qualifié pour bénéficier de la labellisation (37).

#### *3.4.3. Résultats des visites effectuées par Qualisud.*

180 élevages ont commercialisés des bovins labellisés en 2001, Qualisud a contrôlé 18 d'entre-eux sur la période, conformément au plan de contrôle exigé par la procédure de qualification.

Les mêmes analyses peuvent être faites concernant ces visites, ce qui nous permet de voir l'évolution réalisé par ceux-ci après la première visite interne à l'association.

Tableau 12 : **Récapitulatif des élevages présentant ou non une non conformité lors de la visite de Qualisud.**

Caractéristiques des élevages	Nombre d'élevages	% sur la totalité des élevages
<b>Non conformité observée</b>	4	22.2
Pas de non conformité	14	77.8
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>100</b>

**Non conformité observée** : Elevage présentant au moins une non conformité lors de la visite de qualification, nécessitant une contre visite annuelle.

**Pas de non conformité** : Elevage présentant aucune non conformité lors de la visite de qualification.

Seuls 22% des élevages présentent donc une non conformité et celles-ci s'élèvent au nombre de 6 comme l'indique le tableau 13.



Tableau 13 : **Total des non conformités lors de la visite de Qualisud.**

Caractéristiques des élevages	Nombre de cas	% sur la totalité des non conformités
<b>Non conformité observée</b>	6	30
Pas de non conformité	14	70
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>100</b>

Sur les 18 élevages visités, le contrôleur de Qualisud a répertorié 6 non conformités en tout dans les 4 élevages qui en présentaient au moins une.

Reste à savoir si le volet sanitaire concerne encore la majorité des non conformités relevées ou non (Tableau 14).

Tableau 14 : **Détail des non conformités relevées par Qualisud.**

Non conformité observée	Nombre de cas	% sur la totalité des non conformités
Ordonnances	2	33.3
Pharmacie	2	33.3
Identification des animaux	1	16.7
Documentation	1	16.7
<b>Total de non conformités</b>	<b>6</b>	<b>100</b>

**Ordonnances** : non conformités relatives à l'absence ou à la non conservation des ordonnances.

**Pharmacie** : élevages ne présentant pas de lieu de rangement des médicaments appropriés.

**Identification des animaux** : absence de bouclage auriculaire de certains animaux.

**Documentation** : absence de convention

Effectivement, 66.6% des cas non conformes sont encore relatifs à des problèmes de non conservation des ordonnances ou d'absence de pharmacie.

De façon plus générale, il était intéressant de comparer les résultats obtenus par l'association étudiée à ceux regroupant l'ensemble des filières certifiées contrôlées par Qualisud.

A ce titre, nous avons pris quatre maillons de la chaîne de fabrication du produit, concernant les cinq filières : les élevages, les abatteurs expéditeurs, les abattoirs et les points de vente à la coupe.

Tableau 15 : **Comparaison entre le Bœuf de Chalosse et les autres labels contrôlés par Qualisud pour les non conformités relevées sur différents opérateurs du processus de fabrication.**

Opérateur –Procédure	Bœuf de Chalosse			Cinq labels		
	Visites	Non conformités	%	Visites	Non conformités	%
Abatteur expéditeur	17	5	71.4	181	34	18.8
Abattoir	34	5	14.7	172	16	9.3
Suivi production	22	5	22.7	224	107	47.8
Point de vente à la coupe	27	4	14.8	217	34	15.7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>794</b>	<b>191</b>	<b>24</b>

**Cinq labels** : Bœuf Blond d'Aquitaine, Bœuf de Bazas, Bœuf fermier Aubrac, Viande Bovine de Race Gasconne et Bœuf de Chalosse.

Ce tableau met en évidence les différences existant entre le Bœuf de Chalosse et les autres labels gros bovins contrôlés par Qualisud. On peut remarquer que les problèmes majeurs rencontrés au Bœuf de Chalosse ne se situent pas au même endroit de la chaîne de production que pour les autres labels. Notamment, les abatteurs expéditeurs chargés du Bœuf de Chalosse posent de gros problèmes de non conformités qui sont dus, pour la plupart, à la vétusté des infrastructures. Il s'agit principalement d'un abattoir public situé à Dax. Une concertation départementale entre les différents professionnels impliqués est en cours pour assurer la mise aux normes de cet abattoir, ou si cela n'est pas envisageable, pour trouver une solution de remplacement (38).

Par contre, le Bœuf de Chalosse présente de bien meilleurs résultats en matière de suivi production, c'est à dire de suivi en élevage. Ce résultat peut s'expliquer par les caractéristiques même d'obtention du produit. En effet, le cycle de production qui conduit aux animaux labellisés Bœuf de Chalosse est un cycle beaucoup plus long que la majorité des autres types de produits étudiés. Cette longueur d'élevage et d'engraissement respecte davantage les animaux, ce qui entraîne une utilisation moindre de traitements ou d'interventions sanitaires, réduisant par la même le risque de non conformité relative au volet sanitaire. De plus, ces bons résultats sont le fruit d'un encadrement technique performant.

Au total, l'association présente moins de non conformités que les autres labels réunis.

Au 31 Octobre 2002, 100% des élevages du Bœuf de Chalosse étaient qualifiés (37).

## 4. DISCUSSION

### 4.1. Données générales

L'étude des suivis d'élevage pour la qualification des adhérents à l'association du Bœuf de Chalosse vient conforter les résultats issus des visites des techniciens de la Chambre d'Agriculture pour l'adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevage. D'une façon générale, les non conformités trouvées relevaient d'une méconnaissance globale du dispositif réglementaire régissant les modes de production en élevage. Associé à cette méconnaissance de leurs devoirs, les éleveurs restaient souvent réticents à mettre en place le travail administratif qui leur incombe, comme la conservation des documents ou la notation des actes réalisés sur un cahier d'élevage.

Il est intéressant de comparer ces résultats à ceux obtenus par d'autres éleveurs bovins sur le plan national. Sur la totalité des élevages vus par le technicien du Bœuf de Chalosse lors de la première visite de qualification, seuls 2,7% remplissaient les critères pour entrer directement dans la démarche, sans contre visite nécessaire. Une étude similaire menée dans la région Picardie sur des élevages laitiers et allaitant en 2001 montrait que sur 200 exploitations visitées, 5 à 10% remplissaient directement les critères pour entrer dans la qualification. L'écart de pourcentage entre les deux régions ne paraît pas significatif. En effet, l'étude picarde prend en compte des éleveurs laitiers déjà beaucoup plus habitués à conserver les documents administratifs et à noter les traitements sanitaires effectués. L'étude met aussi en avant que les principaux problèmes rencontrés ne touchaient pas le mode de production mais concernaient les enregistrements ou les problèmes environnementaux. De plus, comme l'avait montré la campagne d'adhésion à la Charte des Bonnes pratiques d'Elevage menée par la Chambre d'Agriculture des Landes, cette étude révèle que la correction des non conformités sera beaucoup plus problématique pour le volet environnemental qui nécessite souvent de très gros investissements financiers (58).

Concernant l'association, les raisons de ces manquements sont de plusieurs types. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà souligné, la population agricole locale est assez âgée (âge moyen des chefs d'exploitation en 2000 : 50 ans). De plus, même si la tendance est à l'augmentation du niveau de formation professionnelle, nombreux sont les actifs du milieu agricole qui ne possèdent pas de formation agricole (3). Ajouté à la réticence habituelle de ce type de profession pour les tâches administratives ; ceci peut expliquer en partie la méconnaissance des dispositifs réglementaires et les négligences observées sur le plan des tâches administratives.

Les deux démarches que sont la Charte des Bonnes pratiques d'Élevage et la qualification constituent donc un formidable outil pour permettre à ces éleveurs de rompre leur isolement et d'anticiper les procédures réglementaires qui auront cours dans les élevages. Plus généralement, elles constituent un premier pas vers la démarche de l'agriculture raisonnée, démarche similaire à la charte mais englobant l'exploitation agricole dans son ensemble.

L'association du Bœuf de Chalosse, qui regroupe près du tiers des éleveurs landais possédant plus de 10 vaches, est à ce titre, représentative de l'élevage bovin viande pour le département. Les résultats des visites de qualification ont mis en évidence les mêmes problèmes que ceux rencontrés dans le département lors des visites d'adhésion à la charte. Ainsi, ce qui faisait défaut avant tout était la méconnaissance ou la non application des lois régissant la production de bovin viande, ceci se concentrant surtout sur le volet sanitaire (58).

La comparaison des résultats de qualification obtenus par l'association et les autres labels contrôlés par Qualisud permet quant à elle de mettre en évidence les caractéristiques de cette production locale. Le suivi production réalisé par l'association du Bœuf de Chalosse semble plus performant que pour les quatre autres labels. La longueur du processus de production est le premier facteur expliquant cette bonne performance. Il faut aussi souligner que la démarche d'engagement dans l'association représente bien plus qu'une possibilité de débouché économique pour les éleveurs de bovins viande. Cette démarche de « savoir-faire » prônée par l'association se veut être un outil pour la pérennité de l'élevage bovin dans les Landes, fruit d'une longue tradition d'élevage. On peut supposer que la volonté d'imbriquer des facteurs culturels, sociaux, d'aménagement du territoire en plus du seul facteur économique responsabilise l'éleveur dans sa démarche d'adhésion. Aussi, la taille de l'association, limitée par son Indication Géographique Protégée, permet une proximité avec les éleveurs, assurant une bonne gestion d'éventuels problèmes. Enfin, ces bons résultats sont à mettre en relation avec un encadrement technique performant, souligné par les personnes rencontrées lors de l'étude de terrain.

D'une façon plus générale, cette étude met en avant le problème particulier du volet sanitaire. Il était intéressant d'envisager ce problème de façon plus globale, en regardant plus précisément la situation de la distribution du médicament vétérinaire en France et en Europe.

## 4.2. Le problème particulier du volet sanitaire

### 4.2.1. La distribution et l'administration du médicament vétérinaire : un circuit complexe

Le marché français du médicament vétérinaire est régi par la loi du 29 mai 1975 relative à la pharmacie vétérinaire, figurant dans le Code de la Santé Publique (1<sup>ère</sup> partie, Livre V, Chapitre III). Concernant la distribution du médicament vétérinaire, cette loi réalise un équilibre complexe entre trois ayants droit sur la base de considérations sanitaires et économiques parfois difficiles à concilier. Cependant, ce système complexe garanti aux éleveurs la liberté de choix et la possibilité de faire jouer la concurrence (63).

Ces trois ayants droit qui se partagent le marché du médicament vétérinaire étaient en 2000 : les cabinets vétérinaires dont 5580 assuraient la vente au détail de 66% du médicament ; les pharmacies d'officine au nombre de 22 839 et représentant 8,5% du marché puis les groupements agréés au nombre de 227 et qui vendaient l'équivalent de 25,5% du médicament vétérinaire.

En 2000, ce marché représentait 4,8 milliard de Francs, soit environ 5% du marché du médicament à usage humain. La consommation des médicaments vétérinaires n'étant connue que par des chiffres fournis par les professionnels (le SIMV ou Syndicat de l'Industrie du Médicament Vétérinaire et l'AIEMV ou Association Interprofessionnelle pour l'Etude du Médicament Vétérinaire), il faut être prudent sur l'analyse de ceux-ci. Cependant, la consommation de médicament pour les animaux de rente représente aujourd'hui 2/3 de la consommation totale de médicament vétérinaire contre 1/3 pour les animaux de compagnie. En volume, le marché des médicaments pour animaux de rente aurait une progression annuelle de 1,5% depuis 1986 contre 10% pour celui des animaux de compagnie.

Actuellement, un médicament sur cinq destiné aux productions animales est accessible librement sans ordonnance (Tableau 16).

Tableau 16 : Répartition des médicaments vétérinaires destinés aux productions animales. In : 106.

Catégorie de médicament	% sur la totalité des médicaments
Médicaments sans ordonnance	19%
Médicaments sur ordonnance et inscrits sur la liste positive	38%
Médicaments sur ordonnance (non accessibles aux groupements)	43%

19% des médicaments (qui englobent les réhydratants oraux, l'homéopathie, les solutés injectables, beaucoup de topiques, les cicatrisants, quelques antiparasitaires externes, des vitamines et des minéraux) sont librement disponibles auprès d'un pharmacien ou d'un groupement, sans ordonnance. De plus, les groupements agréés ont librement accès aux médicaments de la liste positive, dans le cadre de leur Plan Sanitaire d'Élevage (PSE).

Le contrôle de l'application de la loi de 1975 se fait par diverses administrations : la DGAL (Direction Générale de l'Alimentation) les DSV (Direction des Services Vétérinaires) la DGS (Direction générale de la santé), la DRASS, la DGCCRF (Direction Générale des Comptes, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes) et l'AFSSA (Agence Française pour la Sécurité Sanitaire des Aliments) (62, 82, 105).

#### *4.2.2. Vers une harmonisation européenne*

Il est intéressant de noter que cette situation nationale ne reflète pas la situation d'autres pays européens. Ainsi, dans certains pays (Royaume Uni, Pays Bas) une partie de la distribution du médicament vétérinaire est réalisée par des « merchants » ni pharmaciens, ni vétérinaires, agréés pour vendre sans ordonnance un grand nombre de produits. Ceci accroît la complexité du système de distribution du médicament vétérinaire à l'échelle européenne. Cependant, cette situation hétérogène pourrait évoluer suite à une décision prise au Parlement et au Conseil Européens. En effet, la Commission Européenne de Bruxelles propose de rendre obligatoire la prescription vétérinaire pour tout médicament destiné aux productions animales. Ce projet de loi, relativement bien accueilli sur le territoire national, pose problème pour un pays comme le Royaume Uni où les « merchants » pèsent pour moitié dans la distribution du médicament vétérinaire (106).

De plus, pour combler le vide législatif européen sur la prescription du médicament vétérinaire, la Commission propose une définition légale de cette prescription comme « *toute prescription de médicaments vétérinaires par un professionnel habilité à cet effet* ». En France, la loi impose comme seul prescripteur le vétérinaire, ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays européens. Ainsi, ces pays pourraient élargir la liste des prescripteurs habilités aux techniciens ou autres professionnels intervenants dans les élevages (comme les merchants). La FVE (Federation of Veterinarians of Europe) conteste cette proposition qui pourrait encore accroître la complexité du système. Elle propose en outre, une définition plus restrictive de la prescription comme étant « *toute prescription de médicaments vétérinaires émanant d'un vétérinaire autorisé à cet effet, après un examen clinique du ou des animaux ou*

*d'un échantillon représentatif d'un lot d'animaux, en accord avec les bonnes pratiques vétérinaires* ». Face à la difficulté d'exercer l'examen préventif de tous les animaux de façon systématique, l'ordonnance vétérinaire pourrait être définie comme la prescription de médicaments destinés à des animaux par un vétérinaire pouvant justifier d'une connaissance préalable de l'élevage ou des animaux (105, 106).

Alors que la commission européenne propose de classer tous les médicaments destinés aux productions animales dans la catégorie « sur prescription », des inspecteurs chargés d'un rapport national sur la distribution du médicament vétérinaire, souhaiteraient assouplir la délivrance de celui-ci dans un cadre mieux réglementé. Cette proposition nationale pourrait annoncer des retraits de la liste des médicaments sur prescription pour les productions animales. Ainsi, la volonté d'harmonisation européenne pourrait amplifier la complexité de la situation nationale (104).

#### *4.2.3. De nombreuses dérives dans l'application du dispositif législatif*

En décembre 2001, Mr le Dr Jacques Risse écrivait un rapport sur les vétérinaires sanitaires ruraux dans lequel il jugeait que la législation sur le médicament vétérinaire n'était pas appliquée comme elle le devrait. S'appuyant sur les témoignages de divers intervenants en élevage, il concluait son rapport en décrivant la situation comme une « cacomédication » (104). A la même époque, alertées par la situation, les autorités se sont emparées du dossier. Ainsi, en mars 2002, suite à la demande de Mr Glavany, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de Mr Kouchner, Ministre délégué à la santé, est paru un rapport sur la distribution au détail du médicament vétérinaire. Cette mission avait pour objet de faire le point sur les difficultés d'application de la loi sur la pharmacie vétérinaire dans le domaine de la distribution au détail. Ce rapport souligne que la loi de 1975 est mal appliquée et que les dérives sont largement répandues, ceci étant le fait des trois ayants droit. Deux comportements différents ont été relevé : un comportement affairiste, contre la lettre et l'esprit de la loi, restant circonscrit à quelques ayants droit par département, et des dérives d'un second type, courantes, s'apparentant plus à des accommodements avec une réglementation jugée parfois un peu formelle et inutilement contraignante dans certaines de ces dispositions. Ces dérives s'auto alimentent par un effet cumulatif et d'entraînement, chacun trouvant dans le comportement des autres une justification à agir de même. De plus, le rapport indique que certains éleveurs reconnaissent obtenir et administrer souvent des médicaments sans consultation préalable du vétérinaire (83, 104).

Les raisons de ces dérives sont au nombre de deux :

- un contrôle de l'application de la loi par les administrations manifestement insuffisant. En effet, la pharmacie vétérinaire ne semble pas être une préoccupation majeure pour les directions générales et les services déconcentrés chargés de la bonne application de la loi. De plus, l'implication des ordres professionnels est très inégale et les peines infligées par les tribunaux restent très faibles.
- un dispositif devenu en partie inadapté, du fait de la non prise en considération des évolutions intervenues tant dans le secteur de l'élevage que dans celui du médicament vétérinaire, et d'une insuffisante recherche de cohérence sur le plan réglementaire.

La plupart des médicaments à usage vétérinaire ne bénéficient que d'une AMM nationale. Or, les écarts de prix d'un marché national à un autre peuvent être très élevés. Cette situation est particulièrement propice à des importations illégales de médicaments étrangers, utilisés ensuite de façon frauduleuse et incontrôlée par les éleveurs concernés. Cette contradiction entre le marché unique européen pour les produits finis et les restrictions à l'accès du médicament vétérinaire amène ainsi d'autres abus, particulièrement dans les zones frontalières, comme la région Aquitaine. Une enquête menée en 1999 par l'antenne de Rennes de la DGCCRF souligne ces écarts de prix pour les médicaments destinés à la production de volailles. Ainsi, 1 Litre d'Enrofloxacin à 10% (BAYTRIL®) vendu 1665 F en France coûtait seulement 1311,45 F (QUIONEX®) en Espagne à l'époque. Bien que ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, ils soulignent la tendance générale des prix y compris pour le marché des médicaments de la filière bovin viande (83).

Dès l'origine, l'application de la loi sur la pharmacie vétérinaire n'a pas bénéficié de contrôles suffisants par les administrations concernées, et est même devenue obsolète sur certains points faute d'aménagements dans un environnement professionnel qui s'est beaucoup modifié. Les dérives qui en ont découlé ne font pas apparaître de conséquences inquiétantes que ce soit pour les résidus dans les denrées ou pour la consommation de médicament. Cependant, les inspecteurs chargés du rapport se sont inquiétés des possibles réactions du grand public concernant ces révélations. Ainsi, à l'occasion d'un accident toujours possible (comme l'ont montré les spirales des deux crises médiatiques de la vache folle), des observateurs extérieurs ne manqueraient pas de dénoncer que la réglementation semble mal appliquée, que l'Etat s'en désintéresse et que le dysfonctionnement ponctuel détecté ne fait que traduire une situation beaucoup plus générale.



#### 4.2.4. Les réactions des professionnels et du grand public

Les inquiétudes des inspecteurs se sont avérées justes puisqu'au lendemain du rapport, la presse s'emparait de celui-ci. Le Parisien (05 juin 2002) titrait son édition « Trop d'antibiotiques dans la viande ; Viande : le rapport qui dénonce » tandis que Sud Ouest (13 juin 2002) titrait : « Produits vétérinaires : un laxisme inquiétant ». Un reportage télévisé sur CANAL+, tourné en caméra cachée, venait s'ajouter à la déferlante médiatique de l'époque. Le journal Parisien accusait pêle-mêle vétérinaires, pharmaciens, groupements, Ordres ou administrations, en citant un rapport jugé « explosif ». Après maintes confusions, l'article concluait en décrivant la situation comme une « *pétaudière* » si un « *accident possible survenait* » (4, 50, 64, 104).

Suite à ces accusations, un sondage réalisé en mars 2003 en ligne sur le site Planete-vet.com auprès de 215 vétonautes posait la question : « Votre clientèle a-t-elle été sensible aux accusations des médias sur la prescription vétérinaire en élevage ? » 91% des vétérinaires affirment que non, 7% disent parfois, et seulement 2% répondent « oui souvent ». Même si la clientèle concernée est celle des éleveurs, ceci réaffirme la confiance qu'octroient ceux-ci à leurs praticiens. Un éleveur présent au Salon de l'Agriculture de Paris en février 2002 concluait : « *En tant qu'éleveur, j'ai confiance en l'antibiothérapie prescrite par notre vétérinaire et je la trouve nécessaire* » (51).

Face à ce constat gouvernemental et aux nouveaux enjeux qui en découlent, de nombreuses réactions, se sont faites entendre parmi la profession vétérinaire. Le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral (SNVEL) dirigé par Rémi Gellé, affirme que les thèmes de la distribution, de la prescription du médicament vétérinaire ou du suivi régulier des élevages restent des thèmes prioritaires nécessitant de franchir une étape d'un point de vue réglementaire et économique. La mise au point de nouveaux textes, nécessaires à une harmonisation des réglementations nationale et européenne, ne devrait pas se faire sans la concertation et la participation active de l'ensemble de la profession, faute de quoi celle-ci pourrait se retrouver en porte à faux (86).

#### 4.2.5. L'exemple du Bœuf de Chalosse

Ces résultats nationaux sur la distribution du médicament vétérinaire englobent les différentes filières de production (porcine, aviaire, bovine etc...) qu'elles soient intensives ou extensives et constituent donc des données très générales sur le volet sanitaire de la production en

élevage. Il serait hasardeux de les appliquer ponctuellement à un type de production aussi particulier que celui du Bœuf de Chalosse. Cependant, les résultats obtenus par les visites de qualification de l'association et par les techniciens de la Chambre d'Agriculture trouvent un écho dans les constats effectués par les missionnaires.

Le volet sanitaire était le volet le plus problématique pour l'adhésion à la charte ou l'acquisition de la qualification pour les élevages certifiés Bœuf de Chalosse. Les problèmes rencontrés étaient le fruit d'une méconnaissance des dispositifs réglementaires (plutôt que de réelles démarches frauduleuses) associée à un certain laxisme dans l'encadrement des éleveurs d'une façon générale. Ces dérives trouvent un écho dans celles constatées dans le rapport gouvernemental. Ainsi, celui-ci souligne la réticence de certains éleveurs à tenir le registre d'élevage – certains d'entre-eux ne sachant pas, en outre, qu'ils ont obligation d'en tenir un. De plus, il souligne aussi la négligence de certains dans le stockage et la conservation des médicaments.

Acteur privilégié du monde de l'élevage, le vétérinaire ne peut passer à côté des grands changements qui ont affecté la filière viande bovine. Plus particulièrement, son rôle prépondérant dans la distribution du médicament vétérinaire lui donne une place de choix dans la réussite de ces réformes. L'étude de terrain que nous avons réalisé met en lumière les efforts à fournir par l'ensemble des acteurs de la filière notamment en matière de traçabilité dans la distribution des produits vétérinaires. Mais aussi, elle souligne, par cette place privilégiée de la profession, les nouveaux cadres de travail très prometteurs qui s'offrent aux vétérinaires.

#### **4.3. La place du vétérinaire dans les démarches de promotion de la viande bovine**

##### *4.3.1. Le vétérinaire : acteur du volet sanitaire des démarches qualitatives*

Le vétérinaire tient une place particulière dans les élevages, par les différents rôles qu'il peut y jouer. Homme de terrain, il peut aussi intervenir pour conseiller l'éleveur sur l'ensemble des aspects de la conduite d'élevage : bien-être animal, alimentation, mesures environnementales, en plus du volet sanitaire bien évidemment.

De plus, il possède l'avantage de connaître parfaitement les élevages, tant d'un point de vue sanitaire, que pour les habitudes et le comportement des éleveurs. Ce caractère

multidisciplinaire donne à la profession une place de choix dans les réformes passées et à venir du monde de l'élevage.

Aussi, parmi les rubriques que comporte le cahier des charges de la qualification, le volet sanitaire intéresse en tout premier lieu les vétérinaires (53).

### **Le rôle du vétérinaire sanitaire**

Tout d'abord, en tant que vétérinaire sanitaire, celui-ci est chargé d'assurer les prophylaxies en vigueur pour les maladies soumises à réglementation (brucellose, tuberculose, etc...) mais aussi pour celles faisant l'objet d'une épidémiosurveillance particulière comme l'IBR. Ces nouveaux plans de lutte donnant lieu à des Schémas Territoriaux de Certification, impliquent une forte participation des vétérinaires.

### **La gestion du médicament vétérinaire**

Comme nous l'avons souligné, 66% de la distribution du médicament vétérinaire passe par les cabinets vétérinaires. La rôle primordial de cet ayant droit tient aussi au fait que seul le vétérinaire a le droit de prescrire du médicament. Dans l'étude que nous avons réalisé, les principaux problèmes relevés étaient relatifs à la bonne utilisation des traitements vétérinaires, que ceux-ci soient effectués par un vétérinaire ou par l'éleveur lui-même. Plus précisément, les résultats montraient surtout des lacunes en matière de traçabilité. Non conservation des ordonnances, ordonnances incorrectes, laxisme dans la tenue du cahier sanitaire étaient les points majeurs retenus par les techniciens lors des premières visites en élevage. Le point commun à toutes ces non conformités réside ainsi dans l'absence de traçabilité. Or, il s'agit d'un point crucial dans les démarches de qualité. Celles-ci sont basées sur la communication mais pour communiquer, il faut avoir les preuves de ce que l'on avance.

Le vétérinaire est le seul acteur du monde de l'élevage à pouvoir prescrire des médicaments, il est donc essentiel que cet acte soit réalisé correctement. En effet, l'administration de médicaments peut entraîner plusieurs risques : technologiques, toxiques pour le consommateur ou commerciaux par la dévalorisation de l'image du produit. De plus, habitué à noter lui-même les traitements effectués sur les ordonnances, il est un acteur privilégié pour aider les éleveurs à entrer dans ce type de démarche de traçabilité au niveau de la tenue du cahier sanitaire.

#### *4.3.2. De nouvelles perspectives pour la profession*

##### **Le contrôle interne des référentiels**

Certaines régions françaises sont allées plus loin dans les démarches en proposant à des vétérinaires d'être les agents de contrôles ou de validation de l'engagement des éleveurs dans la charte des bonnes pratiques d'élevage, attestée par la qualification. C'est notamment le cas d'un label de viande charolais qui a demandé à des vétérinaires, encadrés par les Groupements techniques Vétérinaires (GTV) d'assurer les contrôles dans le cadre de la qualification des élevages.. Dans la mesure où ces nouveaux agents soient encadrés et reconnus, ceci ouvre quelques perspectives pour la profession.

##### **Les organismes de certification**

Des organismes certificateurs ont déjà demandé à des vétérinaires d'intervenir sur des élevages ne faisant pas partie de leur clientèle, ce pour des raisons d'objectivité. Ce type de demandes ne pourra que s'accroître à l'avenir, et laisse entrevoir là aussi de nouvelles perspectives professionnelles.

De plus, outre son rôle sanitaire indéniable, le vétérinaire peut intervenir dans les procédures de qualification pour des conseils zootechniques en alimentation, bien-être animal, environnement etc...

##### **La maîtrise des risques en élevage**

D'une façon plus globale, le vétérinaire peut intervenir dans la maîtrise des risques en élevage, quels qu'ils soient. En effet, de nombreuses entreprises agro-alimentaires se sont engagées dans la maîtrise des risques technologiques. Mais, pour que le produit final soit entièrement sécurisé, ces efforts de l'aval devraient être combinés à ceux de l'amont. Des pistes de travail sont actuellement en cours entre la SNGTV (Syndicat National des Groupements Techniques Vétérinaires) et la FNCBV (Fédération Nationale de la Coopération Bétail et Viande) par le biais d'élevages volontaires pour appréhender les risques sanitaires et pouvoir les maîtriser.

Ce travail, qui n'en est qu'à ses balbutiements, devrait se développer dans l'avenir sous la pression toujours plus forte de l'aval (53).

## CONCLUSION

La charte des bonnes pratiques d'élevage relayée par la qualification d'une part, les outils de différenciation de la viande bovine d'autre part, semblent en mesure de remplir leurs deux objectifs : rassurer le citoyen sur les modes de production en élevage et lui permettre d'avoir accès à une gamme de produits différenciés tout en disposant d'une information claire et objective. L'association du Bœuf de Chalosse, par son implication sur des plans aussi bien culturel, d'aménagement du territoire ou économique, symbolise parfaitement la réussite de ces démarches et le dynamisme -souvent décrié- des professionnels de l'élevage. Cependant, la mise au point de ces chantiers a mis en lumière les problèmes latents dont souffre la filière. Le volet sanitaire stigmatise à lui seul l'ensemble des retards accumulés par les acteurs du monde de l'élevage. La profession vétérinaire, par son rôle privilégié dans le monde de l'élevage, doit pouvoir s'impliquer concrètement dans l'ensemble de ces démarches, et y trouver de nouvelles perspectives professionnelles.

La réussite de l'association du Bœuf de Chalosse, impliquée très précocement dans ces démarches de revalorisation du monde de l'élevage, tient à sa capacité d'anticipation des exigences formulées par les consommateurs et par les citoyens. Associée à un partenariat effectif de tous les intervenants de la filière et à une plus grande transparence, cette capacité d'anticipation peut protéger la filière bovine contre de nouvelles crises. Ainsi, les outils mis en place, remèdes ponctuels efficaces, doivent s'inscrire dans une dynamique de progrès pour la filière viande bovine. Ils constituent avant tout un premier pas vers des démarches futures comme celles de l'agriculture raisonnée, s'inscrivant dans le cadre plus global d'un développement durable pour l'élevage bovin.

**AGREMENT ADMINISTRATIF**

Je soussigné, P. DESNOYERS, Directeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, certifie que  
**Mademoiselle CAZAUBON Claude, Marie**  
a été admis(e) sur concours en : 1997  
a obtenu son certificat de fin de scolarité le : 8 juillet 2002  
n'a plus aucun stage, ni enseignement optionnel à valider.

**AGREMENT SCIENTIFIQUE**

Je soussigné, P. SANS, Maître de Conférences de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse,  
autorise la soutenance de la thèse de :  
**Mademoiselle CAZAUBON Claude, Marie**  
intitulée :  
« Démarches qualité dans la filière viande bovine : l'exemple du label rouge bœuf de Chalosse ».

**Le Professeur  
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse  
Docteur Pierre SANS**

**Vu :  
Le Directeur  
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse  
Docteur Pierre DESNOYERS**

**Vu :  
Le Président de la thèse :  
Professeur Henri DABERNAT**

**Vu le : 15 MAI 2003  
Le Président  
de l'Université Paul Sabatier  
Professeur Jean-François SAUTEREAU**



## BIBLIOGRAPHIE

1. ADDA, J. Les consommateurs français et la « vache folle ». *INRA Sciences Sociales, Recherches en Economie et Sociologie Rurales*. Décembre 1999, 4, 4 p.
2. AFNOR Norme FD 46-008 Bovins en production de viande : bonnes pratiques d'élevage. Août 1996, 10 p.
3. AGRESTE LANDES. Recensement agricole 2000. n°1. Direction départementale de l'Agriculture et de la forêt. Juin 2001. 4p.
4. ANDRILLON, C. Médicament vétérinaire : un rapport sous influence. *La dépêche vétérinaire*, 15 au 22 juin 2002, 731, p 11 et 20.
5. ANONYME. Assemblée générale du Bœuf de Chalosse. « Comme un arc en ciel dans la tourmente de la crise bovine ». *Les informations agricoles*, 6 avril 2001, p 11.
6. ANONYME. Bovins viande : une valeur sûre. *Les échos agricoles*, numéro spécial, Chambre d'Agriculture des Landes. Juin 2000.
7. ANONYME. Abattage, découpe de la viande et traitement ultérieur. *Etude FAO production et santé Animale*, 1994, Rome. Ed : FAO, 186 p.
8. ANONYME. Eleveur par passion, pour l'avenir de notre métier, j'agis, je signe. Brochure publicitaire de la Confédération Nationale de l'Elevage, 2002, 4 p.
9. ANONYME. La qualification et la charte des bonnes pratiques d'élevage. Des outils au service du développement de la qualité. Brochure d'AQUIBEV, 8 p.
10. ANONYME. Lancement de l'association « Qualité Landes ». *Les échos agricoles*, Octobre 2001, p1.
11. ANONYME. Croissance soutenue pour les produits sous label. *Le Sillon*, 22 novembre 2002, p 8.
12. ANONYME. Dossier : S'engager dans la charte des bonnes pratiques d'élevage. *Réussir bovin viande*, Février 2001, 69, 37-47.
13. ANONYME. Viande de bœuf dans les Landes. 4p. Brochure publicitaire. 2002.
14. ANONYME. Origine et qualité des produits : les signes de reconnaissance. *Chambres d'agriculture*, Octobre 1989, 771, 6 p.
15. ANONYME. La production bovine. Les difficultés d'un marché excédentaire. *Chambres d'agriculture*, Juillet 1992, supplément au n°802. 12 p.

16. ANONYME. Bovins : une année difficile. *Chambres d'Agriculture*, Octobre 2001, **903**, p 13.
17. ANONYME. L'avenir des Labels, AOC et autres signes de qualité. *Revue de Purpan*, Avril Juin 1991, 61-67.
18. ANONYME. Un bilan flatteur pour le labels, *Le Sillon*, 14 juin 2002, **1946**, p 28.
19. ANONYME. Plan de relance bovine. 4p. Brochure publicitaire du Conseil général et de la Chambre d'Agriculture des Landes, 2002.
20. ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE. La passion garantie. Brochure publicitaire, 2002, 4 p.
21. ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE. Cahier des charges gros bovins label rouge Bœuf de Chalosse. 49 p.
22. ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE. Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, Montfort, 18 mars 2002, 23 p.
23. ASSOCIATION DU BŒUF DE CHALOSSE. Dossier de demande d'enregistrement de l'Indication Géographique protégée Bœuf de Chalosse, 24 décembre 1993, 19 p.
24. BARALON, P, GARY, F. Filière bovine : conséquences économique de la « crise de la vache folle ». *Le Point Vétérinaire*, Octobre Novembre 1996, **28**, n° 179, 69-75.
25. BARBIN, G, COTTO, G, GARRIGUES, B et al. Viande bovine, la crise jusqu'où ? *Tendances Lait et Viande*, Novembre 1997, 2 p.
26. BARRE, D. La traçabilité des produits dans les entreprises de transformation des viandes : un enjeu déterminant pour la filière. *Viandes et produits carnés*, Janvier Février 1997, **18** (1), 47-52.
27. BERTRAM, A. Le bœuf de Chalosse : une filière modeste mais dynamique. *L'information Agricole*, Septembre 1999, **725**, p52.
28. BORDINO, J. Marques, Labels, Certifications de conformité sur le marché des viandes bovines.  
Thèse : Med. Vet. : Alfort :1993 ; n°44. 224 p.
29. BRIAND, H, LAGRANGE, L, TROGNON, L. Importance économique des filières agro-alimentaires de produits sous signes officiels de qualité. *Economie rurale*, Juillet Août 2000, **258**, 6-18.
30. BRINBAUM, D, LACONDE, C, MARLIN, C et al. Les actions conduites pour assurer la sécurité des consommateurs, suite à la crise de l' ESB. *Chambres d'Agriculture*, Juillet Août 1997, supplément au n° **857**, 16-20.



31. BUSSER, C. La symbolique des aliments, facteur déterminant de notre comportement alimentaire.  
Thèse : Pharm. : Toulouse : 1985 ; n° 87. 118 p.
32. CAMPA, P. Le goût de la terre. *Sud Ouest*, 9 avril 2001, p B.
33. CAMPA, P. Comice : Quand le bœuf parade. *Sud Ouest*, 29 juillet 2002, p 2-4.
34. CASTEL-FIAT, F. Encéphalopathie spongiforme bovine : un électrochoc pour une filière qui souffre d'un mal profond déjà ancien. *Agreste-Les cahiers*, Décembre 1996, **12**, 3-14.
35. CHAMBRES D'AGRICULTURE. Dossier : Les signes de qualité et d'origine, Janvier 2000, **884**, 42 p.
36. CHATELLIER, V, DOUTEAU, D, LE NARD, I, VERNET, L. Les démarches de qualité dans la filière viande bovine. Nantes : INRA Mai 1993. 57 p.
37. CHERI, C. Bœuf de Chalosse : Des changements en perspective. *Le Sillon*, 04 avril 2002, p 4.
38. CHERI, C. Association bovine des Landes : première année de fonctionnement. *Le Sillon*, 04 avril 2002, p 4.
39. CIV. Site du Centre d'Information des Viandes, (en ligne). (consulté le 16/09/02). Adresse URL : <http://www.civ-viande.org>.
40. COLLAUDIN, L. Les perspectives nouvelles pour la viande bovine et sa filière. Avis et rapports de C.E.S n° 25-28. Paris : Conseil économique et social, J.O,1989. 163 p.
41. COMBRIS, P. Viande de bœuf : les préférences des consommateurs ont changé au début des années 80. *INRA Sciences Sociales, Recherches en Economie et Sociologie Rurales*, Mai 1996, **3**, 2 p.
42. COMBRIS, P. L'évolution de la consommation des viandes bovines depuis 40 ans : les préférences ont-elles changées ? *Viandes et produits carnés*, Novembre Décembre 1990, **11** (6, 6 bis et 6 ter), 187-193.
43. COMMUNICATION PERSONNELLE. Entretien du 31/03/03 avec Eric Heurtaux, technicien à la Chambre d'Agriculture des Landes chargé des dossiers charte et qualification des élevages.
44. CORDIER, F. Que le haut de gamme existe dans le secteur viande. *Filières viande et pêche*, Mai 1992, 45-49.
45. COVAREL, S. La Certification de conformité « Fleur d'Aubrac ». Signes de qualité de génisses de boucherie.  
Thèse : Med. Vet : Lyon : 1998 ; thèse n°37. 87 p.

46. DARRICAU, S. Elevage et éleveurs en Chalosse de 1930 à nos jours. Mémoire de maîtrise : sous la direction de Christian Thibon : Université de Pau et des Pays de l'Adour : 2001.
47. DAUL, J. La situation de l'élevage bovin en France et l'évolution de son organisation. *Comptes Rendus de l'Académie Agricole de France*, 1994, **80**, n°4, 131-138.
48. DE FONTGUYON, G, SYLVANDER, B. Traçabilité et démarcation par la qualité dans la filière viande bovine. *INRA Sciences Sociales, Recherches en Economie et Sociologie Rurales*, Mai 1996, **3**, 2 p.
49. DEPARTEMENT OPINION BVA. Le rôle des agriculteurs : priorité à la sécurité sanitaire, Le Sillon, 14 juin 2002, **1946**, p 10.
50. DEVOS, N. Les médias accusent les vétérinaires de « frauder » avec les antibiotiques et les ordonnances. *La Semaine Vétérinaire*, 28 décembre 2002 et 4 janvier 2003, **1079**, p 8.
51. DEVOS, N. Les accusations des médias sur la prescription vétérinaire n'ont pas « touché » la clientèle. *La Semaine Vétérinaire*, 22 mars 2003, **1090**, p 4.
52. DUBY, J.J. La vache folle : une suite d'erreurs. *Pour la science*, Octobre 1996, **228**, p10.
53. DUCLOS, P. Quelle implication des vétérinaires praticiens dans la filière viande bovine ? *Bulletin des Groupements Techniques Vétérinaires*, Octobre 1999, **3**, 45-48.
54. ESQUIRIAL, H. Consommation de viande bovine en France : aspects socio-économiques, nutritionnels et qualitatifs. Thèse : Med. Vet. : Toulouse : 2000 ; TOU 3- 4080. 144 p.
55. EUROPE : Conseil du 14 juillet 1992. Règlement n°2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires. *Journal Officiel de la Communauté Européenne* L 208 du 24 juillet 1992, 8 p.
56. EUROPE : Journal Officiel des Communautés Européennes Règlement CEE n° 820/97 du Conseil du 21 avril 1997 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine. J.O.C.E. L 117 du 7 mai 1997, 8 p.
57. FENECH, J. Les ambiguïtés de la qualité. *Revue de Purpan*, Avril Juin 1991, 51-53.
58. FERNANDEZ, A. Rentrer dans une démarche de qualification. *La France agricole*, 30 mars 2001, 40-41.
59. FISCHLER, C. L'omnivore, Paris, Editions Odile Jacob, 1993, 440 p.
60. FRANCE : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Loi n° 94-2 du 3 janvier 1994 relative à la reconnaissance de la qualité des produits agricoles et alimentaires. *Journal Officiel de la République Française* du 4 janvier 1994, 131-132.

61. FRANCE : Ministère de l'Agriculture et de la forêt. Notice technique définissant les critères minimaux à remplir pour l'obtention d'un label Gros Bovins de boucherie. *Journal Officiel de la République Française* du 15 août 1997, p12186.
62. FRANCE : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Loi d'Orientation Agricole n°99-574 du 9 juillet 1999. *Journal Officiel de la République Française* du 10 juillet 1999, 10231-10250.
63. FRANCE : Code de la Santé Publique. 1<sup>ère</sup> partie. Livre V, Chapitre III. Loi n° 75-409 du 29 mai 1975 relative à la pharmacie vétérinaire. *Journal Officiel de la République Française* du 30 mai 1975.
64. GARROUTY, G. Produits vétérinaires : un laxisme inquiétant. *Sud Ouest*, 13 juin 2002, p 1-9.
65. GARY, F, SANS, P. Les nouveaux défis de la filière viande bovine française. *Bulletin de Groupements Techniques Vétérinaires*, Octobre 1999, **3**, 29-35.
66. GAYRAL, D. Le consommateur veut savoir ce qu'il mange. *Cultivar 2000. Supplément élevage n° 7*, Octobre 1988, **238**, 35-36.
67. GIROUX, J. La qualification des élevages bovins. *Bulletin des Groupements Techniques Vétérinaires*, Octobre 1999, **3**, 49-53.
68. GIROUX, J. Chronique d'une crise annoncée. *Viandes et produits carnés*, Janvier Février 1997, **18** (1), 22-25.
69. GUESDON, JC. En France et dans l'Union Européenne : Situation et perspectives du marché de la viande bovine et des animaux d'élevage 8 mois après le déclenchement de la crise ESB. *3èmes Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants*, Paris, France, 4-5 décembre 1996, Annexe 3-7.
70. HAI, H. Le Label viande bovine Erve Vegre.  
Thèse : Med. Vet: Nantes :1988 ;n°77. 197p.
71. INSTITUT DE L'ELEVAGE. Site de l'Institut de l'élevage, (en ligne). (consulté le 16/09/02). Adresse URL : <http://www.inst-elevage.asso.fr>
72. INSTITUT DE L'ELEVAGE. Département économie. 2001 : L'année économique lait et bovin viande. Perspectives 2002. Février 2002, **310**, 201 p.
73. INTERBEV. Site de l'Association INTERBEV (Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes), (en ligne). (consulté le 16/09/02). Adresse URL : <http://www.interbev.asso.fr>
74. LAGRANGE, L. La commercialisation des produits agricoles et alimentaires. 2<sup>ème</sup> édition. Paris : Lavoisier Tec et Doc, 1995. Agriculture d'Aujourd'hui. Sciences, Techniques, Applications.

75. LERAT, S. Les Pays de l'Adour : structures agraires et économie agricole, Union Française d'impression, Bordeaux, 1963, 487 p.
76. LIENARD, G, CORDONNIER, P, BOUTONNET J.P. Exploitations et systèmes de production d'herbivores. Importance, évolution, questions. *INRA Productions animales*, 1992, **5** (1), 59-85.
77. LOUIS HARRIS-SONDAGE. Comportements et attitudes des consommateurs de viande bovine. Synthèse, *Etude réalisée pour le compte du CIV*, juin 1998, 7 p.
78. LUCBERT, J, QUILICHINI, Y. Les enjeux des démarches de qualité en production de viande bovine. *Viandes et produits carnés*, Janvier Février 1997, **18**, 70-72.
79. LUGOU, V. La filière viande ou la chaîne de la qualité. *Revue de Purpan*, Avril Juin 1991, 94-96.
80. MAINSANT, P. La grande distribution utilise peu la production bovine française. *INRA Sciences Sociales*, Mai 1996, **3**, 2 p.
81. MARCADE, M-C. Pour y voir clair. *BIMA*, supplément « *Quand la qualité et l'origine font signes* », Février 2001, **1487**, II-IV.
82. MASSON, B. Enquête IPSOS « Les Français et l'agriculture » ; Développer la communication. *BIMA*, Juillet Août 2000, **1484**, p9.
83. MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES. Rapport sur la distribution au détail du médicament vétérinaire. (en ligne). Rapport 2002-Ri-tem n°018 et 2002-014. (consulté le 31/03/03). Adresse : <http://www.agriculture.gouv.fr/medi/etu/vetomedicament.htm>.
84. MONCEAU, C, BLANCHE-BARBAT, E, ECHAMPE, J. La consommation alimentaire depuis 40 ans. De plus en plus de produits élaborés. *INSEE*, Mai 2002, **846**, 4 p.
85. MOULIAN, J-F. La Chalosse résiste toujours. *Sud Ouest*, 8 juin 2002, p 2-3.
86. NEVEUX, M. Il faut définir le cadre de la prescription du médicament. *La Semaine Vétérinaire*, 30 novembre 2002, **1075**, p 10.
87. OFIVAL. Site de l'Ofival, (en ligne) (consulté le 16/09/02). Adresse URL : <http://www.OFIVAL.fr>
88. PERROT, E. L'éthique de la qualité. *Revue de Purpan*, Avril Juin 1991, 100-102.
89. QUALITE INFO ET L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE. QUALITOR 1998 : l'officiel des produits agricoles et alimentaires sous garantie de qualité et d'origine, Mars 1998, Européenne de communication et de presse, 310 p.
90. RENARD, A.C. AOP, IGP, attestations de spécificité : un avenir encore flou. *Revue laitière Française*, Décembre 1995, **556**, 30-32.

91. RIGNOLS, E. La consommation des ménages depuis 40 ans. *INSEE*, Février 2002, **832**, 4 p.
92. RONDEAU, J. L'Agriculture en Chalosse, thèse soutenue en ?
93. SANDRE, S. Les Français esquissent leur alimentation. *BIMA*, Novembre 2000, **1486**, p 13.
94. SANDRE, S. « Vache folle » deuxième acte. *BIMA*, Février 2001, **1487**, 10-13.
95. SANS, P. Différenciation de la viande bovine : l'exemple des signes d'identification de la qualité et de l'origine. *Bulletin des Groupements Techniques Vétérinaires*, Octobre 1999, **3**, 37-43.
96. SANS, P. Les marques utilisées pour identifier la viande bovine. *Bulletin des Groupements Techniques Vétérinaires*, Octobre 1999, **3**, p 44.
97. SANS, P, DE FONTGUYON, G, DULAWA, V. Stratégies de démarcation par la qualité : quelle place pour les viandes bovines limousines dans les linéaires de la grande distribution ? *INRA Productions Animales* (en ligne). 2002 (consulté le 26 septembre 2002). **15**, 135-145, 3 p.
98. SERAI, R. De meilleurs prix grâce à la qualification. *La France agricole*, 27 octobre 2000, p 29.
99. SOULIGNAC, B. Premier trophée « Bœuf de Chalosse ». *Les informations agricoles*, 9 août 2001, p 16.
100. TAILLEFER, F. Traçabilité : Retrouver la clé des champs. *Linéaires*, Septembre 2001, **162**, 2 p.
101. TOURNIER, E. Bœuf de Chalosse, une démarche payante. *Le sillon*, 30 mars 2001, p 16.
102. TOURNIER, E. Les Landes, une place de leader. *Le Sillon, spécial palmipèdes*, 2000, p 7.
103. VALIN, C. Brefs rappels sur les mécanismes de *rigor mortis* et de la maturation de la viande. *Annales de Technologie Agricole*, 1980, **29** (4), 539-546.
104. VANDAELE, E. Accusés sur le médicament, les ministres rassurent sans démentir. *La Semaine Vétérinaire*, 15 juin 2002, **1060**, p 34.
105. VANDAELE, E. Pas de prescription ... sans vétérinaire. *La Semaine Vétérinaire*, 11 et 18 mai 2002, **1056**, p 4.
106. VANDAELE, E. Bruxelles veut étendre la prescription à davantage de médicaments. *La Semaine Vétérinaire*, 11 et 18 mai 2002, **1056**, 6-8.



Toulouse, 2003  
NOM : CAZAUBON

PRENOM : CLAUDE

TITRE : Démarches qualité dans la filière viande bovine : l'exemple du Label Rouge « Bœuf de Chalosse ».

RESUME :

Fortement fragilisée par vingt années de crise structurelle et deux crises médiatiques sans précédent, la filière viande bovine française avait la nécessité vitale de mettre en place des outils permettant de rassurer les citoyens sur les modes de production en élevage et de leur donner accès à une gamme de produits différenciés facilement identifiables. Quels sont ces outils ? Quels sont les problèmes révélés par la mise en place de telles démarches ? Tout d'abord, l'étude de la filière bovine française met en avant de nombreux problèmes structurels économiques et non économiques, exacerbés par les deux crises dites de la vache folle. Le concept de « qualité », malgré sa grande complexité, semble être un outil stratégique pertinent pour cette filière fragilisée. Dans le but de ré-assurer le citoyen sur les modes de production en élevage bovin, les professionnels de l'élevage ont mis au point la charte des bonnes pratiques d'élevage, qui s'adresse à la globalité des élevages bovins. De plus, les dispositifs français et européen en matière de différenciation de la viande bovine assurent une segmentation efficace de ce marché. Le label rouge et l'indication géographique protégée symbolisent cette réussite.

L'association du Bœuf de Chalosse, détentrice de ces deux signes officiels de qualité, s'est engagée dans la procédure de qualification, procédure s'adressant à tous les élevages impliqués dans une filière certifiée. Les résultats des visites de qualification effectuées par les techniciens mettent en avant une problématique nationale pour la filière : le volet sanitaire. Le vétérinaire, par sa place privilégiée dans l'élevage bovin, doit pouvoir s'impliquer dans l'ensemble de ces démarches.

MOTS CLES :

BOVINS, VIANDE, ELEVAGE, LABEL ROUGE, BONNES PRATIQUES, FRANCE, LANDES

---

ENGLISH TITLE: Quality management in the beef meat supply chain : the case of the Red Label " Boeuf de Chalosse".

ABSTRACT:

Strongly weakened by twenty years of deep structural crisis worsened by two unprecedented media' crises, meat cattle French channel has the vital necessity to adjust tools enable to reassure the citizen concerning productions' methods in meat cattle channel and to give them access to a range of easily identifiable differentiated products. Which are those tools ? Which are the problems revealed by the adjustment of such processes ?

First, the study of meat cattle French channel reveals numerous structural economics or non economics problems, exacerbated by the both two " mad cow " crises. Quality process, although very complex, seems to be a pertinent strategic tool for this weakened channel.

With the intention of reassure citizen upon productions' methods in meat cattle channel, the professionals have developed the stock breeding Good Practice Charter, which concerns the whole stock breeders. Furthermore, French or European Official differentiation devices for meat cattle ensure an efficient segmentation in this market. The Red Label and the Protected Geographical Indication symbolize this achievement.

The Boeuf de Chalosse association, holder of those two quality signs, engaged itself in the qualification procedure, which concerns all the stock breeders implied in a certified channel. The results of qualification visits effected by technicians raise a national problematic for this channel : the sanitary shutter. The veterinary, by his privileged position in stock breeder channel, must implicate in those whole processes.

KEY WORDS:

CATTLE, MEAT, BREEDING, RED LABEL, GOOD PRACTICES, FRANCE, LANDES.